

Appel au peuple de France pour la création du FPLF – Front Populaire de Lutte contre le Fascisme



« De la République bananière à la dictature, il n’y a qu’un pass »... (Parole de résistant)

« Le fascisme n’est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise ». (Berthold Brecht)

« Et si vous pouvez trouver quelque chose pour les effrayer, vous pouvez leur faire tout ce que vous voulez ». (Hermann Göring, Président du Reichstag et fondateur de la Gestapo)

« Plus le mensonge est gros, et plus les gens y croient ». (Joseph Goebbels, Ministre de l’Éducation du peuple et de la Propagande du Reich)

« Un mensonge répété dix fois reste un mensonge ; répété dix mille fois, il devient une vérité ». (Adolf Hitler, Chancelier du Reich)

Nous, citoyens de tous horizons attachés aux valeurs fondamentales de la démocratie, c’est-à-dire à une souveraineté véritablement populaire, constatons avec gravité la dérive autoritaire accélérée observée au cours des deux dernières années en France (et ailleurs...) sous de mauvais prétextes sanitaires. Depuis la France jusqu’au Canada en passant par la Corée du Sud, les gouvernements du bloc atlantiste se sont engagés dans la voie de la criminalisation des réfractaires aux vaccins à ARN-m et des opposants au pass sanitaire. La crise sanitaro-sécuritaire actuelle a révélé au grand jour et à la vue de tous les citoyens conscients la mainmise de puissants lobbys sur l’ensemble de la vie économique, politique et sociale de notre pays. Ces lobbys ont profondément noyauté les institutions de la nation et intégralement confisqué la souveraineté populaire à leur profit exclusif, ils ont enfin dévoyé jusqu’à la science et à la médecine et les ont instrumentalisés pour atteindre des objectifs inavouables.

Comme nous le déclarions récemment, une féodalité moderne, celle des barons de la finance et de l’industrie, a piétiné sans vergogne les lois démocratiques-bourgeoises qu’elle avait pourtant si longtemps érigées comme sacrées et inviolables.

Au prétexte fallacieux de la protection de la santé publique, on proclame impunément que les citoyens ont des devoirs avant leurs droits, et que les premiers l’emportent sur les seconds... Au nom de la santé publique, on affirme même qu’il y a de bons citoyens, et des citoyens « irresponsables » auxquels on peut légitimement confisquer leurs droits fondamentaux, avec à la clef l’instauration d’un régime d’Apartheid.

La macronie applique aujourd’hui au grand jour la maxime caractéristique des régimes despotiques et totalitaires : « **divide et impera** », c’est-à-dire « diviser pour mieux régner ». Il est en effet toujours plus aisé pour un prédateur de s’attaquer une proie isolée qu’à un groupe en capacité de se défendre. La macronie s’est ainsi attachée à séparer les gens et à réduire au maximum leurs interactions sociales, la fameuse « distanciation sociale », laquelle n’a cependant jamais empêché de se déplacer dans les transports en commun pour aller continuer de travailler...

« [Nous sommes en Guerre](#) », avait lancé le Président Macron il y a maintenant près de deux ans. Mais à l’épreuve des faits, c’est-à-dire de la poursuite ininterrompue de deux ans de mensonges institutionnels pandémiques, cette Guerre n’est pas véritablement livrée au Covid-19 (dans lequel le pays patauge toujours depuis maintenant près de deux longues années...), mais est plutôt menée contre le peuple de France...

Depuis son accession au pouvoir, la macronie n’a indéniablement eu de cesse d’utiliser les ressorts psychologiques du fascisme : le mensonge et la peur, d’abord contre [les gilets jaunes](#) qu’elle n’a eu de cesse de réprimer, et maintenant contre la fraction la plus consciente et déterminée du peuple bien décidée de ne pas céder aux injonctions autoritaires vaccinales.

« [Avec le vote du pass sanitaire, le fascisme n'est plus "En Marche", IL EST EFFECTIF !](#) », écrivait dernièrement avec raison un camarade. L'Histoire retiendra en effet que la France a basculé dans le fascisme en juillet 2021 avec l'instauration du "pass sanitaire" sous la direction d'un attelage gouvernemental "démocratiquement" élu en 2017... Le capitalisme nous a ainsi offert un nouvel exemple de transition pacifique au fascisme, et cela alors même qu'il n'était confronté à la menace d'aucune force communiste organisée. Pourquoi donc le Capital financier de France en particulier (et d'Occident en général) prend-il donc aujourd'hui le risque de jeter aux orties son masque démocratique et de piétiner sans vergogne le mythe des libertés bourgeoises qu'il avait pourtant pris tant de soin à construire ? Seule la profonde et inéluctable [crise de déclassement économique et géopolitique](#) d'un Occident entré dans la phase terminale de son effondrement peut expliquer ce choix au premier abord irrationnel.

Joseph Staline soulignait ainsi [le 26 janvier 1934](#) qu'il fallait ainsi considérer la victoire du fascisme en Allemagne non seulement « **comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme** », mais aussi « **comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement ; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre** ». A cette époque, les puissances impérialistes se livraient une Guerre ouverte dès que les contradictions pour le repartage de gâteau colonial devenaient trop fortes, mais cette option n'en est plus une face à la Chine économiquement et militairement en position de force, si bien que même dans les zones périphériques coloniales, on a vu échouer nombre de tentatives de déstabilisation occidentales. Il ne reste plus au Capital financier Occidental qu'une seule option : prendre acte de sa défaite et préparer ses propres peuples à une plongée dans un nouveau tiers-monde. Le Covid-19 allait fournir à la fois le prétexte idéal et le moyen de canaliser ce processus dans un sens du renforcement du contrôle social et de la destruction accélérée des libertés individuelles censé accompagner l'inévitable effondrement économique : « [le Grand Reset](#) ».

Les marxistes-léninistes ont toujours souligné que l'instauration du fascisme par le Capital financier témoignait également d'une volonté de sa part de prévenir l'essor du mouvement révolutionnaire et de l'écraser avant qu'il ne devienne trop menaçant. Ce que nous vivons aujourd'hui est à l'évidence particulièrement singulier puisque le tournant fasciste a été décidé de manière concertée et simultanée à l'échelle d'un large groupe de pays (l'Occident et sa sphère d'influence privilégiée) et a en outre été décidé en l'absence de mouvement révolutionnaire de masse. Cela témoigne d'une volonté délibérée de traiter très en amont de la question de la résistance susceptible d'être opposée par les masses populaires, bien avant que la question du renversement du capitalisme ne se soit posée ouvertement.

Si cela permet en théorie de sécuriser l'exécution du volet économique et social du Grand Reset, ce choix précoce a également des contreparties, une fois épuisé l'avantage conféré à l'agresseur par l'effet de surprise...

D'abord, sur le plan moral, la résistance peut faire valoir que c'est le camp adverse qui a déclaré la guerre au peuple. De ce fait, la légitimité de la lutte antifasciste ne peut être contestée que par des individus dénués du bon sens le plus élémentaire...

Surtout, opter pour le mode d'administration fasciste du capitalisme n'est pas non plus anodin pour le Capital financier, car cela peut aussi accélérer la prise de conscience de couches populaires toujours plus larges que quelque chose d'éminemment plus grave se passe, et ainsi contribuer à les radicaliser. C'est donc assurément un choix à double tranchant qui peut se révéler très périlleux à plus long terme...

Quand la Wehrmacht attaqua par surprise l'URSS, elle prévoyait d'en finir avec elle [en quelques semaines](#)... Six mois plus tard, elle était certes parvenue aux portes de Moscou, mais ne put aller plus loin. On sait ce qu'il advint finalement d'une Blitzkrieg qui s'écrasa contre la résistance croissante opposée par le peuple soviétique...

Nous avons pour notre part anticipé précocement cet net tournant néo-fasciste [dès l'automne 2020](#) dans un article intitulé « **Du fascisme, l'ancien et le nouveau** », soit bien avant l'instauration du pass sanitaire. Surtout, il y a plus d'une décennie, nous avons démontré que l'effondrement des pays impérialistes d'Occident était [économiquement et historiquement](#) inéluctable à relativement brève échéance devant la montée en puissance d'un impérialisme concurrent dynamique : l'impérialisme chinois. Depuis ce moment, la société de consommation occidentale qui permettait l'entretien « des chaînes dorées » d'un prolétariat relativement privilégié et qui constituait le fondement matériel de sa façade démocratique n'a fait qu'agoniser.

En 2019, à la veille du début de la pandémie de Covid-19, trois années de guerre commerciale agressive et de protectionnisme hystérique de Donald Trump commençaient à avoir [de lourdes conséquences économiques en Occident](#). Les indices de la production sidérurgique, de la consommation électrique et de la [consommation de machines-outils](#) étaient également clairs : après une décennie d'austérité et de croissance anémique, **l'économie réelle occidentale était de nouveau entrée en récession** ! Devant cette réalité, la pandémie de [Covid-19](#) allait constituer leur dernière attaque frontale coordonnée contre la Chine. Une fois cette probable [tentative de déstabilisation virale](#) avortée, il nous apparut comme une évidence que le Capital financier occidental aux abois n'avait plus pour dernière option viable, que d'en prendre prétexte, sur son propre sol, pour [justifier et accompagner l'inévitable déclin économique](#) des peuples de ses propres métropoles.

Les communistes, en tant qu'ennemis déclarés du capitalisme, et en particulier [l'URSS sous la direction du camarade Joseph Staline](#) qui a guidé trois décennies de construction du socialisme, ont concentré contre eux le feu nourri de plus d'un siècle de propagande occidentale anticommuniste. Rares sont les communistes révolutionnaires rescapés de ce siècle de propagande anticommuniste agressive de tous les instants à laquelle il faut ajouter un demi-siècle de délocalisations industrielles et d'embourgeoisement du prolétariat des métropoles des pays impérialistes dominants ayant laminé leur base économique et sociale... Nous n'avons donc pas pour prétention de diriger ce Front populaire contre le fascisme, mais seulement d'apporter aux patriotes dressés contre l'impérialisme et le fascisme les principaux enseignements de notre expérience de lutte séculaire.

« **Les classes moyennes deviennent révolutionnaires quand elles se voient à tomber bientôt dans la condition des prolétaires** », soulignait déjà Karl Marx. C'est indéniablement la possibilité de cette large alliance populaire visant au renversement du pouvoir fasciste du Capital financier apatride qui s'apprête à choisir la voie de compradorisation de notre pays au prix du sacrifice de notre peuple, qui terrorise aujourd'hui le Capital financier occidental dont les métropoles sont entrées dans la phase finale de leur grand déclin.

L'Histoire a d'ailleurs déjà vu la formation d'alliances populaires larges destinées à combattre l'ennemi commun incarné par le grand Capital, qu'il soit national ou étranger, à l'instar de la Commune de Paris, de la Seconde République d'Espagne, de la victoire de la lutte de libération nationale antifasciste albanaise (1945) ou encore de la révolution chinoise de 1949... Le Capital financier sait parfaitement que cette perspective de large union populaire est la seule qui soit réellement en mesure de faire échouer ses plans. Pour lui, plusieurs voies mènent au « Grand Reset » qu'il recherche. La voie pandémique est celle qu'il privilégie, car c'est celle qui lui donne le meilleur contrôle sur les événements, mais en cas de nécessité d'y renoncer, il peut tout autant se résigner à pousser à la guerre civile inter-ethnique et interconfessionnelle pour un résultat final acceptable : la ruine du pays et la possibilité de reprendre la main un peu plus tard sur la base d'un nouveau cycle d'accumulation...

Aux véritables patriotes, nous lançons donc un appel à se débarrasser des préjugés d'ordre communautaristes qui s'opposent à la formation d'une Union populaire englobant toutes les composantes du peuple de France. C'est la seule voie réaliste à emprunter s'ils veulent de nouveau voir leur patrie rayonner en recouvrant sa souveraineté tout autant qu'en inaugurant une nouvelle ère de révolutions populaires tournées contre le Capital financier et le fascisme. Nous disons donc sans détour aux patriotes et aux démocrates petit-bourgeois qui se lèvent aujourd'hui sincèrement dans la lutte contre la dérive fasciste du pouvoir usé des "grands partis" ou pullulent de petits arrivistes interchangeables prêts à tout ainsi que de grands énarques habitués des navettes avec les banques et l'industrie, que l'apport des communistes n'est pas à négliger, qu'il s'agisse de leur conscience de classe aiguisée, de leur intelligence du [mouvement historique](#), ou de leur connaissance pointue de [l'économie politique](#).

Ce n'est pas un hasard si le Capital financier international n'a eu de cesse d'enrager devant la réalité de « **la construction du socialisme dans un seul pays** » dans laquelle il a un temps vu la promesse de sa propre extinction, une perspective qui n'est pas incompatible avec la volonté de redonner au pays que vous aimez un tissu industriel et une souveraineté dignes de ce nom, comme l'ont prouvé l'expérience de la « [sixième partie du Monde](#) » qu'était l'URSS, ainsi que [de la minuscule Albanie](#) d'Enver Hoxha qui n'était rien de moins que le pays d'Europe le plus économiquement arriéré à sa libération...

Les déluges de mensonges médiatiques ininterrompus qu'ont dû affronter les communistes sont comparables, dans leurs fondements, à la campagne d'intoxication médiatique qui a été déployée contre l'hydroxychloroquine parce qu'elle représentait un sérieux obstacle à la stratégie vaccinale et donc à l'exécution du plan d'instauration du fascisme par le Capital financier. Les communistes, qui affirment haut et fort que leur but est la destruction de l'impérialisme, ont donc constitué la cible prioritaire des mass-médias d'Occident.

Cela ne signifie pas que les communistes n'aient jamais commis d'erreurs ni qu'ils soient infaillibles. Cependant, nous avons pour souci de nous rapprocher toujours plus près de la connaissance de la réalité objective, dans les limites bornées relatives au cadre historique et scientifique dans lequel nous évoluons, d'où une part inévitable d'approximation et de relativisme, mais qui tend vers l'infinitésimal à mesure que notre connaissance progresse. Les communistes révolutionnaires authentiques ont commencé à faire leur autocritique il y a maintenant une quinzaine d'années, à l'instar du camarade qui a préfacé [nos trois premiers ouvrages](#). Cet ancien haut cadre du [PCMLF](#) faisait notamment le constat suivant :

« En cette fin d'année 2010, comme depuis de nombreuses années, la confusion règne parmi les communistes et ceux qui se réclament du communisme. Les problèmes semblent insolubles, les peuples comme anesthésiés.

Le capitalisme aurait-il donc triomphé ? Serait-ce la « fin de l'histoire » ? Après tout, c'est que l'on entend partout sur les médias. Et si c'était vrai ?

Le seul critère de la vérité est à rechercher dans les faits. Partir de cette racine, puis en faire une analyse concrète, matérialiste, dialectique, voici la seule méthode pour savoir si « les dés sont jetés », si les communistes sont une espèce en voie de disparition.

Partir des faits — facile à dire — mais bien peu parmi ceux qui se réclament du communisme se mettent au travail. Alors on se contente de redire la messe, comme on la dite pendant plus de 50 ans. Car disons le ouvertement, le mouvement communiste est lourdement entaché de religiosité, c'est-à-dire de croyances toutes faites, de certitudes, d'opinions, de dogmes. Historiquement, cela a sa source dans l'abandon déjà fort ancien de l'étude des ouvrages classiques du marxisme et des concessions grandissantes à la discipline qu'implique la méthode du matérialisme dialectique. Mais déplorer ne fait pas avancer les choses.

Partir des faits donc et d'eux seuls, voilà l'immense travail que l'auteur de cet ouvrage a mis en pratique.

Page après page, graphique après graphique, ligne après ligne nous est livré le tableau nouveau de l'économie mondiale et des rapports fondamentaux qui la régissent. C'est cela partir des faits. Partir de l'infrastructure, des rapports de production, pour arriver à désigner le lieu de la contradiction principale.

On quitte avec cet ouvrage le monde idéal de ceux qui « pensent que », « estiment que », bref le monde du clergé moderne, de ces clercs qui, de la droite à la « gauche de la gauche », prennent leurs fantasmes pour la réalité.

Les faits ont la tête dure et ils sont têtus.

Alors bien sûr des croyances tombent. On quitte l'idéalisme pour le matérialisme et le réveil demande une bonne dose de modestie ».

Quelles que soient leurs erreurs passées, les communistes ont historiquement été en première ligne dans la guerre contre le capitalisme en général, et le capitalisme monopoliste et sa tendance spontanée au fascisme en particulier. [Et ils l'ont indéniablement payé au prix fort](#), au sens propre comme au figuré...

La saignée infligée en 1941-1945 à l'URSS est en effet un facteur clef qui a permis à une nouvelle bourgeoisie de se constituer et de prendre le pouvoir au sein même du Parti Communiste de l'Union Soviétique. A la mort de Staline, profitant de l'affaiblissement qualitatif du PCUS (b) qui avait perdu plusieurs millions de ses meilleurs éléments, une caste d'arrivistes sans scrupules [prenait le pouvoir](#) et rétablissait par sa seule existence les principes fondamentaux de l'esclavage salarié et de la production marchande (qui consistent dans le détournement d'une fraction du produit social). Cette caste désormais guidée par le « socialisme de marché » allait conduire le social-impérialisme soviétique à une impasse économique face à la féroce concurrence livrée par les pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain, avec les conséquences que l'on connaît : son brutal déclasserement économique et industriel en 1991, un effondrement que l'Occident s'empessa de travestir comme la preuve ultime de l'échec du communisme mais qui ne consista en réalité guère plus que dans la liquidation de branches d'industrie obsolètes, la destruction brutale d'acquis sociaux (les chaînes dorées de l'esclavage salarié que le capitalisme accorde quand les affaires vont bien...) et la victoire (au demeurant temporaire), de l'aile comprador de la bourgeoisie monopoliste d'Etat russe prête à tout liquider contre des dollars...

Voilà résumé en quelques mots le principe général du déclasserement imminent qui menace désormais l'Occident lui-même, dépassé depuis près de deux décennies par l'impérialisme chinois dans le domaine industriel et commercial, et depuis quelques années jusque dans le domaine de la haute technologie, c'est-à-dire le sommet de la chaîne de valeur mondiale. Or c'est le monopole sur ces hautes technologies qui a assuré aux pays impérialistes occidentaux dominants l'essentiel du solde positif de leur commerce de services, alors que le déficit commercial et que le déficit budgétaire de leurs Etats explosaient. Il ne leur reste donc plus rien de tangible capable de garantir le paiement des seuls intérêts d'une dette pléthorique qui conditionnait le niveau de vie relativement privilégié des larges masses des peuples d'Occident (par rapport à celui d'autres peuples du Monde)...

Cela fait maintenant une douzaine d'années que [l'industrie manufacturière chinoise](#) a conquis le 1^{er} rang mondial. Elle représente aujourd'hui 30 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière mondiale (contre 22,5 % en 2012) et plus de 44 % de la production mondiale des 500 principaux produits industriels est dominée par la Chine.

« Entre 2012 et 2020, la valeur ajoutée de l'industrie chinoise est passée de 20 900 milliards de yuans à 31 300 milliards de yuans. (...) 73 entreprises industrielles figurent dans la dernière liste des entreprises du FORTUNE Global 500, soit 28 entreprises de plus par rapport à 2012. L'influence du « made in China » est en progression continue dans les chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales. (...) La Chine est le seul pays au monde à posséder toutes les catégories d'industries dans la classification des industries des Nations unies. (...) Le pays arrive en tête au niveau mondial dans de nombreux domaines, comme le transport et la conversion d'électricité ultra-haute tension, les grands tunneliers, les équipements complets pour la carbochimie et les nanomatériaux métalliques. (...) L'industrie manufacturière accélère la montée en gamme de sa structure industrielle. Le poids de l'industrie manufacturière de haute technologie dans la valeur ajoutée des entreprises industrielles de taille significative est passé de 9,4 % en 2012 à 15,1 % en 2020 ».

En 2020, l'industrie chinoise des robots a dépassé [100 milliards de yuans](#). La Chine est depuis près d'une dizaine d'années le premier marché mondial pour les robots industriels. Mais elle a aussi rejoint le niveau international avancé pour la fabrication des robots de service et des robots spéciaux : robots sous-marins, robots de sauvetage, robots chirurgicaux, etc.



Un robot chirurgical 5G à distance présenté au cours de la Conférence internationale sur la robotique 2021 qui s'est tenue à Pékin du 10 au 13 septembre 2021.

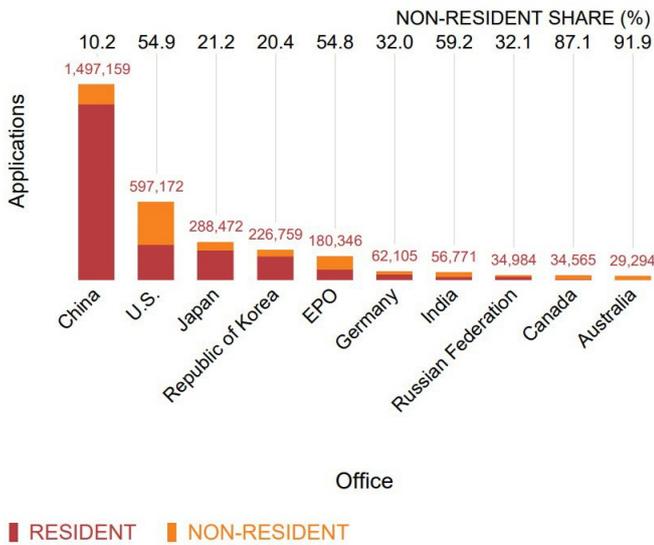
En 2020, la Chine a sans surprise poursuivi son irrésistible ascension au sommet de la chaîne de valeur mondiale via son leadership sur le paysage de la propriété intellectuelle mondiale. Selon un [rapport récent](#) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Chine se rapproche à grande vitesse du top 10 des économies les plus innovantes du monde (en termes de brevets rapportés au PIB), parvenant au 12^{ème} rang mondial (soit deux places de mieux que l'an passé), surclassant notamment le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. En termes absolus, la domination est tout simplement écrasante. Il faut dire que les entreprises et les autorités chinoises n'ont pas ménagé leurs efforts au cours des deux dernières décennies : les investissements de la Chine dans la recherche et le développement ont atteint 2 440 milliards de yuans en 2020, un chiffre en hausse de [10,2 %](#) en glissement annuel et représentant une proportion de 2,4 % du PIB chinois.

Selon [le dernier rapport de l'OMPI](#) pour l'année 2020, un rapport **qu'aucun mass-média français** n'a étonnement relayé, la Chine a vu le nombre de dépôts de demandes de brevets augmenter de 6,9 % en glissement annuel à près de 1,5 millions, contre moins de 0,6 million et une baisse de 3,9 % pour les USA (- 6,3 % pour le Japon). La part de marché de la Chine dans la propriété intellectuelle mondiale a donc continué de grimper pour atteindre 45,7 %, loin des 18,2 % des USA. En outre, l'écrasante majorité des demandes sont le fait de déposants chinois, illustrant la part prépondérante et la vitalité de l'innovation indigène, contrairement aux USA (graphe A8).

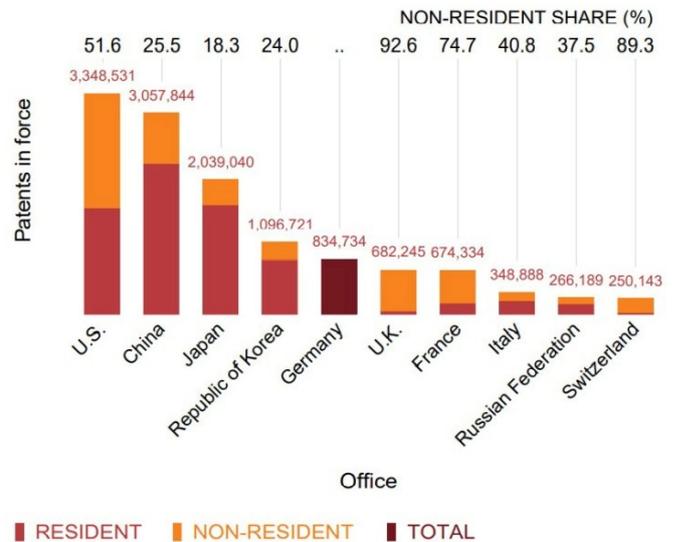
En 2020, la Chine talonne désormais les USA sur le stock total de brevets en cours (ceux qui ont été validés par l'OMPI), avec là encore une dominante forte et en croissance de l'innovation indigène pour la Chine. Ce sont ces brevets qui rapportent en termes de revenus et qui impactent positivement le solde du commerce de services et donc par ricochet également celui de la balance des paiements (graphe A40)...

Sur le dernier graphe (A39), qui montre l'évolution du stock total de brevets validés dans le monde et dans les principaux pays, on peut mesurer à quelle vitesse l'expansion du stock de brevets validés s'est opérée depuis 2008 pour la Chine quand les USA ont pour leur part littéralement vu le leur stagner...

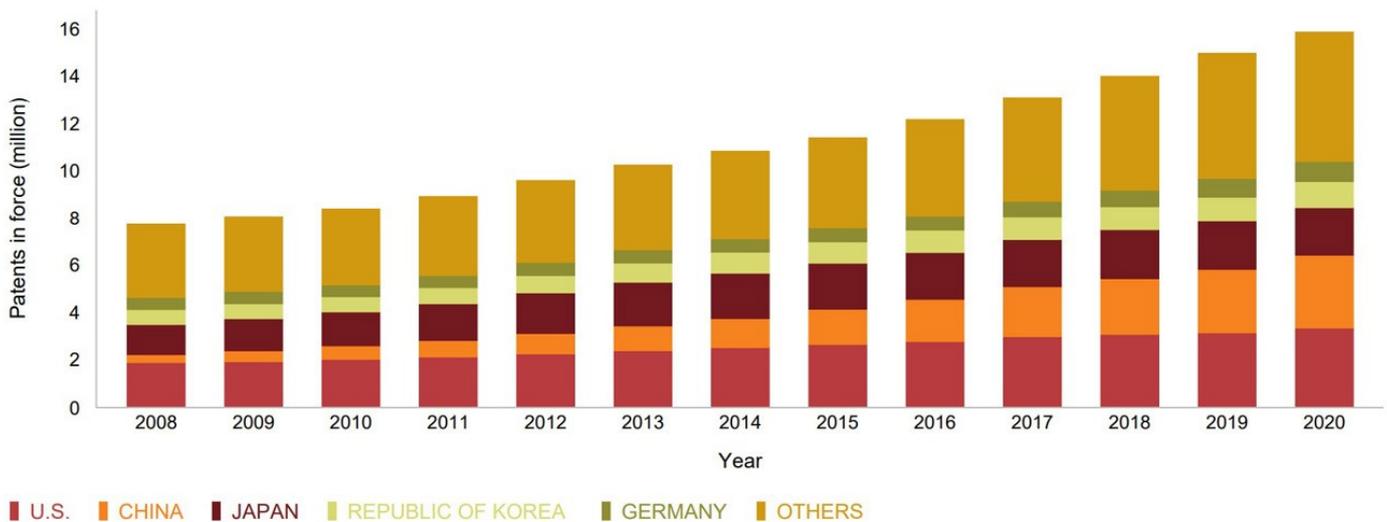
A8. Patent applications at the top 20 offices, 2020



A40. Patents in force at the top 20 offices, 2020



A39. Trend in patents in force worldwide, 2008–2020



Note: World totals are WIPO estimates using data covering 135 offices.

Source: WIPO Statistics Database, September 2021.

Comble de l'ironie, le géant chinois de télécommunications Huawei (pourtant sous le coup de lourdes sanctions américaines) a déposé pas moins de [2 770 demandes de brevets](#) aux Etats-Unis en 2021...

En ce qui concerne le commerce international de marchandises de la Chine, il a enregistré en 2021 une croissance très vigoureuse avec un volume total (importations + exportations) estimé à pas moins de [6 000 milliards de dollars](#), soit une croissance de l'ordre de pas moins de 20 % en glissement annuel ! Indéniablement, la répartition mondiale de la plus-value est en train de se transformer à très vive allure...

Sur le seul mois de novembre 2021, la Chine a enregistré un excédent de près de 288 milliards de yuans ([soit 45 milliards de dollars](#)) en ce qui concerne son commerce international de marchandises et de services. Dans ce chiffre, le commerce international de marchandises a généré un excédent de 320 milliards de yuans tandis que son commerce international de services a enregistré un déficit d'à peine plus de 32 milliards de yuans...

Et l'année 2022 devrait être marquée par d'importantes secousses dans le commerce international avec [l'entrée en vigueur effective](#) du RCEP, [le plus grand accord de libre-échange au monde](#), qui devrait accentuer encore davantage le découplage économique et commercial entre la Chine et l'Occident...

Enfin, l'année 2021 a vu sans surprise, comme l'année 2020 d'ailleurs, les investissements directs étrangers (IDE) affluer sur le sol chinois. Le flux entrant d'IDE a ainsi progressé de 20,2 % en glissement annuel à 173,5 milliards de dollars... La Chine reste indéniablement très attractive pour le Capital financier occidental ! La réalité est que ce dernier a utilisé près de deux années de pandémie pour laisser le temps aux ultra-riches de se désengager de la dette publique des Etats occidentaux (d'où une monétisation considérable de cette dette, c'est-à-dire son rachat par la BCE et la FED elles-mêmes...) Les capitaux sauvés par l'élite mondialisée se sont ensuite évaporés pour partie dans l'immobilier indigène (d'où la flambée enregistrée par le secteur en 2021) et sur les marchés d'actions jugés les moins risqués, en particulier ceux des valeurs technologiques occidentales dont le monde aura toujours besoin après le Grand Reset, d'où la flambée de ces marchés pourtant complètement déconnectés de la croissance de l'économie réelle depuis mi-2020... Comme nous l'avons déjà souligné [en 2010](#), l'Occident n'était pas prêt de surmonter la crise de 2008 ni de se soustraire au « grand dilemme de la dette souveraine », en dépit d'une décennie de politiques d'austérité. C'est ce constat que nous avons déjà dressé à plusieurs reprises qu'a confirmé le 20 octobre 2021 Olivier Berruyer, spécialiste des statistiques et des mathématiques financières, dans une interview très pédagogique intitulée « [Notre système financier va s'effondrer](#) ». Il y dénonce notamment « **un système mafio-financier** » confronté à la menace « **d'explosion** » d'innombrables « **bulles financières** » comparables à « **des pyramides de Ponzi** » et « **consécutives à la crise de 2008** » qui « **n'est pas finie du tout** » et face à laquelle on a opté pour « **une fuite en avant** » :

« C'est comme si vous étiez en chute libre, vous arrivez face au sol en 2008. Bon, la BCE, ce qu'elle fait, c'est qu'elle creuse des trous pour permettre à la chute de continuer, mais au final, ça finira par toucher le sol. (...) Le taux d'intérêt, c'est une des bases d'un système capitaliste. Le système capitaliste, il existe pour que des gens prêtent (parce qu'il y a des gens qui ont trop d'argent, et des gens qui en manquent), évidemment, le système capitaliste, il ne veut pas qu'on corrige les inégalités. (...) Lui, il aime bien que l'on prête l'argent à ceux qui n'ont pas assez, et donc on le fait moyennant un taux d'intérêt, ça existe depuis deux ou trois millénaires, ce n'est pas nouveau. Alors par contre, il y a quelque chose de nouveau, depuis deux ou trois millénaires, c'est ce qu'on vit actuellement. (...) Vous voyez qu'au fil du temps, les taux d'intérêt ont baissé (...), mais là on voit qu'on est arrivé à un moment où les taux sont négatifs. Ça n'est jamais arrivé dans l'Histoire. Il a fallu qu'on invente les énarques à la tête des banques, à la tête de l'Etat, pour que les types se disent « on va mettre des taux d'intérêts négatifs ». C'est quoi un taux d'intérêt négatif ? A court terme, il est à - 0,5 %, c'est-à-dire que quand vous empruntez de l'argent, vous empruntez 1 000 euros, vous allez rendre 995 euros à celui qui vous l'a prêté, c'est-à-dire que le type a perdu de l'argent en vous le prêtant. Je veux dire, c'est délirant. (...) Par rapport à un système capitaliste, c'est dément ! C'est un signe que le système est à l'agonie, là, quand vous êtes à ce niveau-là... (...) Donc là, on est en train de vivre quelque chose d'exceptionnel, et personne n'est au courant »...

C'est à la lumière de cette Bérézina économique universelle de l'Occident qu'il faut interpréter la nécessité de mise en œuvre à marche forcée du Grand Reset : permettre [l'effondrement économique occidental](#) "contrôlé" tout en masquant ses causes profondes, en rendant la pandémie de Covid-19 responsable, afin de ne pas incriminer le capitalisme lui-même aux yeux des peuples qui s'apprêtent à devenir les victimes d'une grande banqueroute organisée ! Il pourrait en effet sinon bien leur prendre l'envie d'essayer de construire une autre sorte de société débarrassée de la caste d'exploiteurs responsable de leur brutal déclassé économique et social à venir qui n'en est qu'à ses prémices... Voilà également qui répond au pourquoi du tournant fasciste : la nécessité de l'encadrer et d'éviter une explosion sociale incontrôlée...

A l'évidence, les choses pressent, car les mécanismes économiques spontanés du capitalisme qui commencent à se manifester annoncent le caractère imminent de cette grande correction via l'explosion de la bulle spéculative de « [l'économie de bazar](#) » occidentale et de la destruction du superflu jugé « non essentiel »...

La Banque Mondiale prend ainsi aujourd'hui prétexte de la large circulation du variant Omicron [pour réviser à la baisse](#) ses prévisions de la croissance économique mondiale pour 2022 et évoque même à ce sujet la crainte d'« **un scénario du pire** » : **une croissance anémique conjuguée à « une inflation galopante »**...

La grande leçon de la crise de déclassé occidentale est à l'évidence que la richesse d'une nation est en premier lieu fonction de sa production matérielle, sauf à occuper éternellement le sommet de la "pyramide écologique" formée par le système mondial de l'impérialisme. Au début du XXI^{ème} siècle, les idéologues atlantistes fanfaronnait la « fin de l'Histoire » parce que l'Occident « post-industriel » était parvenu à délocaliser le prolétariat industriel à l'autre bout du monde et semblait ainsi être parvenu à conjurer le spectre redouté du communisme

tout en donnant au plus grand nombre un relatif confort matériel... Cet état de choses devait durer au moins aussi longtemps que le III^e Reich millénaire qu'appelaient Adolf Hitler de ses vœux...

Les peuples d'Occident vont bientôt comprendre quelle est la cruelle contrepartie de cette « [société de consommation](#) » tertiarisée à l'extrême : il faudra reconstruire intégralement des branches d'industrie entières disparues depuis des décennies et pour lesquelles nous accusons une terrible perte de compétences. En outre, les branches d'industrie rescapées (des niches technologiques pour l'essentiel), possèdent un important degré de dépendance aux biens intermédiaires importés. Il y aura donc une nécessaire et complexe reconstruction industrielle à mener. La tâche la plus urgente sera ainsi sans doute la réalisation d'un inventaire complet de ce qu'il reste de l'outil industriel, notamment la sidérurgie, l'industrie mécanique, les transports, la micro-électronique, le secteur énergétique, l'aéronautique et l'aérospatiale. Les chaînes de production étant aussi fragmentaires que dispersées, il y aura inévitablement des pénuries de biens de consommation courante que l'on avait pris l'habitude de se procurer via le « made in China »... A la clef, une inévitable modification de la structure de la consommation et des importations.

A moins que le peuple ne parvienne à s'éveiller quasi-simultanément dans plusieurs de ces pays : la reconstruction industrielle pourrait alors en effet s'avérer beaucoup moins difficile, sans pour autant retourner à un modèle de société basé sur l'importation de biens intermédiaires fabriqués dans des pays à bas coût et conçus en vue d'une obsolescence programmée destinée à stimuler l'achat compulsif...

Voilà pour les perspectives économiques et sociales. Celles-ci sont cependant susceptibles d'être modérées par un facteur supplémentaire que nous avons déjà évoqué dans notre article du 4 janvier : les effets secondaires potentiels que l'on risque d'observer toujours plus fréquemment à mesure que les « rappels » seront administrés.

La Corée du Sud témoigne sans aucun doute de la réalité de ce que Didier Raoult qualifie « d'anticorps facilitant ». Les injections d'ARN-m visant à nous faire produire la protéine spike interfèrent avec notre système immunitaire en affaiblissant notre réponse immunitaire croisée au profit du boost ponctuel d'une réponse immunitaire très spécifique et ciblée. En d'autres termes, des anticorps polyvalents qui constituaient notre mémoire immunologique sont détruits au profit de contingents d'anticorps spécifiques de faible qualité, avec à la clef une réinitialisation brutale de notre système immunitaire croisé...

Il n'y a donc pas que pour l'économie elle-même que le Capital financier cherche à provoquer un Grand Reset, notre système immunitaire semble lui aussi être une cible de choix. En plus d'accroître le risque de développer à moyen-long terme des maladies auto-immunes, ce Grand Reset immunitaire aura pour tendance de rendre de nombreux organismes plus sensibles à toute une batterie d'infections communes, ce qui sera sans aucun doute profitable au chiffre d'affaires des lobbys pharmaceutiques...

En outre, comme le soulignent [de récentes études scientifiques indépendantes](#), les injections d'ARN-m par la voie intramusculaire n'induisent que la production d'anticorps IgG et IgA circulants. Or les muqueuses, notamment pulmonaires, sont protégées par les anticorps IgA sécrétés produits par les lymphocytes situés juste sous les muqueuses. En d'autres termes, l'injection d'ARN-m n'induit pas d'anticorps susceptibles de protéger les muqueuses pulmonaires et la mesure des anticorps dans le sang ne peut pas non plus renseigner sur l'état réel de l'immunité contre l'infection des voies respiratoires, ce qui explique peut-être bien davantage encore que les mutants, les forts taux d'infection constatés chez les sujets piqués deux fois et plus. Ces études confirment également la toxicité de la protéine spike elle-même sur les organes ainsi que les cellules de notre système immunitaire, du fait qu'elles amènent les cellules de notre organisme à exprimer la protéine spike à leur surface. Or toute cellule exprimant cet antigène étranger est attaquée par le système immunitaire, qui fait intervenir les anticorps IgG et les lymphocytes T cytotoxiques. Cela peut se produire dans n'importe quel organe et y provoquer des inflammations et des lésions.

En prétendant vouloir protéger les individus contre un virus de moins en moins létal (en fait, statistiquement non létal pour les individus de moins de cinquante ans), on a ainsi affaibli durablement leur système immunitaire et induit des lésions sur différents organes. A l'exception éventuelle de sujets immunodéprimés, très âgés et souffrant de comorbidités, le rapport bénéfice/risques de l'abonnement aux injections d'ARN-m apparaît donc comme éminemment défavorable à la population générale, sans même parler des autres effets secondaires massivement sous-déclarés, induits notamment par les interactions débilitantes entre la protéine spike et les récepteurs ACE2 des différents organes sur lesquels elle provoque des inflammations et des lésions variées. Voici à ce sujet le précieux témoignage livré par un médecin sur [Réseau International](#) :

« Milsabor - Témoignage personnel de la sous-déclaration des effets secondaires de la « vaccination » Pfizer : J'ai fait 4 crises d'AC/FA [arythmie cardiaque par fibrillation auriculaire] : une 3 semaines après la 1^{ère} injection et 3 dans les 60 jours après la seconde. Je n'en avais jamais fait avant et je n'en fais plus depuis. Je suis allé aux urgences pour les deux premières, ce qui m'a donné des documents pour faire moi-même la déclaration de pharmacovigilance. Sinon aucun confrère (je suis médecin) n'a proposé de la faire : ni les urgentistes, ni mon médecin traitant, ni les 2 cardiologues que j'ai vus pour monter une demande de contreindication au rappel. Le premier cardiologue a refusé le certificat de contreindication : « je ne me battra pas contre mon ministre ». Le second a botté en touche : « Je ne suis pas spécialiste de la vaccination anti-Covid, mais je vous recommande d'attendre plusieurs mois avant de vous faire le rappel ». Sachant que je suis soignant en activité et âgé de plus de 65 ans, cela revient à me recommander de transgresser la loi. Je vais quand même faire une demande de contreindication avec mon médecin traitant. Le deuxième cardiologue, poussé hors de sa zone de confort avait fini par déclarer avec humeur : « Cette histoire de Covid m'énerve au plus haut point, je ne veux plus en entendre parler ». Amen. On mesure la dissonance cognitive à laquelle sont soumis les confrères écartelés entre leur conscience professionnelle et leur soumission aux autorités sanitaires, dissonance cognitive aggravée par l'impossibilité d'accès aux données de pharmacovigilance, elles-mêmes minorées par la carence de signalement ».

Il ne semble pas exagéré de dire, sur la base de notre propre expérience et de celle de notre entourage, que les effets secondaires sérieux sont très massivement sous-déclarés. Les injonctions gouvernementales visant à limiter les interactions sociales permettent à l'évidence en premier lieu de retarder cette prise de conscience générale...

Il faut sans aucun doute mettre sur le compte de ces effets secondaires à plus ou moins long terme potentiellement cataclysmiques, la volonté empressée du Capital financier occidental d'en terminer au plus vite avec la portion de ses esclaves réfractaires aux injections expérimentales. En effet, les plaintes de personnes vaccinées victimes d'effets secondaires graves ainsi que de médecins et de scientifiques résistants se multiplient, à l'instar des USA où la justice vient d'ordonner [la déclassification accélérée des données brutes de vaccin de Pfizer](#) : le monopole américain devra les publier à un rythme mensuel de **55 000 pages par mois** (soit huit mois et donc avant la fin de l'année 2022) avec un « caviardage » (procédé qui consiste à rendre confidentiel certains passages sensibles de ces données), soit le plus limité possible. L'agence US du médicament (la FDA) avait proposé un rythme de publication initial de **500 pages par mois**, soit une période d'embargo de 74 ans (jusqu'en l'an 2096 !) pour disposer des données complètes ! Rappelons que cette même FDA avait validé le vaccin Pfizer en 108 jours...

« C'est une grande victoire pour la transparence et cela supprime la mainmise des autorités sanitaires fédérales sur les données nécessaires pour les scientifiques indépendants, afin d'offrir des solutions sur des problèmes importants avec le programme actuel de vaccination. Des problèmes tels que le déclin de l'immunité, des variants échappant à l'immunité ou, comme la CDC l'a confirmé, le fait que les vaccins n'empêchent pas la transmission... », se réjouissait le 7 janvier 2022 l'avocat Aaron Siri.

Afin de se donner un maximum de chances dans les futurs procès (et Class actions) à venir, le lobby pharmaceutique occidental et ses tartufes politiques ont très certainement décidé, comme le remarquait récemment un analyste perspicace, « [d'en finir avec le groupe témoin](#) » afin de rendre à l'avenir plus ardue la démonstration scientifique des effets secondaires induits par les injections d'ARN-m...

« D'ici là, dans l'hypothèse sordide, mais dont chacun pressent la vraisemblance, où le vaccin produirait dans la durée des effets secondaires désastreux comme une recrudescence de cancers, il est imaginable qu'un Macron, qu'un Vèran, qu'un Castex, et ailleurs qu'un Draghi ou un Johnson, passeraient de mauvais quarts d'heure. (...) Les moutons d'aujourd'hui peuvent très bien se transformer en liquidateurs, demain, de ce qu'ils ont aimé. Et cela, les Macron, les Castex, les Vèran, le savent parfaitement. (...) Donc, dans l'hypothèse où tout cela tournerait mal, la première manœuvre d'urgence à actionner consiste évidemment à diminuer au maximum le nombre de « témoins », pour éviter qu'ils ne constituent un groupe significatif statistiquement, et capable de constituer une preuve évidente des fautes commises par les gouvernements et leurs adjuvants pharmaceutiques. D'où le zèle pressant mis à travers le monde dans la répression des non-vaccinés. (...) Ces humiliations quotidiennes infligées à une minorité ne sont évidemment pas le seul produit du sadisme élitaire. Elles sont là pour une bonne raison : moins il y aura de non-vaccinés, moins il y aura de preuve sur une éventuelle, possible, plausible, vraisemblable, probable, dégradation générale de l'état de santé des populations du fait du vaccin. Non dans les six mois à venir, mais dans les deux ans, dans les dix ans ».

Aussi, il devrait être évident pour toute personne censée que par leur résistance aux injonctions gouvernementales, les non-vaccinés rendent objectivement service aux vaccinés, en leur donnant les moyens de se retourner un jour plus facilement contre les responsables d'effets secondaires à long terme [dont nous avons déjà effectivement quelques idées...](#)

Mais le pire effet secondaire actuel des injections répétées est sans aucun doute sociétal : la société occidentale est en train de s'effondrer moralement sur elle-même, de s'atomiser à l'extrême et de produire à grande échelle des individus misanthropes repliés sur eux-mêmes. Alors que les dernières décennies écoulées avaient déjà induit une perte de repères conséquente, c'est aujourd'hui rien de moins que la destruction des restes de l'esprit critique qui est à l'œuvre sous l'action d'une propagande sanitaro-sécuritaire et vaccinale agressive de chaque instant.

Dans sa dernière vidéo [du 11 janvier](#) et déjà visionné plus de 2 millions de fois, c'est un Didier Raoult déterminé qui pose le problème en ces termes : « **la propagande versus l'information** ». Pour lui, le vaccin de protège en rien de la contamination avec le variant Omicron puisqu'il signale un taux de positivité « aux alentours de 30 % chez les vaccinés comme chez les non vaccinés ». Et sur les vaccins, Didier Raoult ajoute qu'il faut aviser au cas par cas : « quand on dit qu'on est pour les vaccins, on est rentré déjà dans la religion, ça n'a pas de sens, vous ne pouvez pas être pour les vaccins quels qu'ils soient », et que cela dépend notamment des effets secondaires induits et de l'efficacité réelle de la protection offerte. Parlant de l'existence de différents variants dont il a été l'un des premiers à parler au printemps 2020, il rappelle qu' « **il y a même des gens qui disaient que ça n'existait pas, ce qui est quand même une méconnaissance de la virologie qui laisse pantois, ce qui montrer l'état de ce pays sur la connaissance, c'est-à-dire que tout le monde a une opinion sur tout, mais tout ça manque beaucoup de virologues, parce qu'un virologue normal ne dit pas que les virus à ARN ne mutent pas et qu'il n'y a pas de variants** ». Un déni qu'il adresse dans une autre interview à [Olivier Véran](#) « qui m'avait dit qu'il n'y avait pas de variant au Covid ». « **Quand on a la connaissance, on n'a pas besoin d'insulter les gens, ni de les menacer, il suffit de les informer** », [ajoutait le Professeur Raoult](#) assez irrité par les bons vœux adressés par le Président Macron aux non-vaccinés. Preuve s'il en était encore besoin que la macronie sait indéniablement s'entourer de gens aussi compétents que bienveillants... Pour Didier Raoult, les faits prouvent en tout cas de façon incontestable qu'

« On ne peut pas dire que la vaccination diminue le nombre de cas, ce n'est pas vrai. Si on ne veut pas voir ça, alors là on est dans ce que [Karl] Popper décrit comme étant de la religion. Ce n'est pas vrai. C'est juste qu'on refuse de regarder les choses. (...) [A l'IHU,] on est en train de faire un travail : c'est dans les pays dans lequel il y a eu le moins de vaccinations, ou le pays [la Chine] dans lequel on a le plus utilisé les vaccins [entiers] inactivés, dans lequel il y a le moins de cas, mais de manière extrêmement significative. Donc là, les vaccins que l'on a à ARN et ADN n'ont pas permis le contrôle de la maladie, ont peut-être joué un rôle sur sa sévérité, mais dans une maladie qui ne s'avère pas très sévère, on se demande ce que ça fait. En tout cas, ça ne justifie pas qu'on menace les gens, ni qu'on les insulte, ni qu'on les empêche de vivre ».

Le professeur Raoult émet l'hypothèse que « la vaccination a favorisé le nombre de Covid » « juste après l'injection » à cause des « anticorps facilitant », comme en témoignent par exemple les cas de l'Australie, de la Corée du Sud, de Singapour ou du Danemark, des pays qui ont enregistré « une épidémie absolument considérable » juste après la campagne vaccinale.

A l'aide d'une machine médiatique d'un terrible degré de sophistication qui aurait laissé admiratif Joseph Goebbels lui-même, le Capital financier d'Occident est parvenu au cours du siècle écoulé à formater idéologiquement en profondeur ses esclaves, élevant à la hauteur de « vérités historiques et scientifiques » quasi universellement admises les torrents de mensonges débités à un rythme industriel par des clerics laïques modernes, qu'il s'agisse de [la religion anti-communiste](#), de [la religion carbocentriste](#) que nous avons profanée [dès 2010](#), ou de la « **religion vaccinale** » opposant « la connaissance » à « la croyance » que dénonce aujourd'hui ouvertement Didier Raoult dans différentes interventions, dont celle du 4 janvier dernier a d'ores et déjà été visionnée [plus de 3,2 millions de fois](#) !... Perspicace, il y remarque que ce sont « **les gens d'extrême gauche et les nationalistes qui se battent pour la liberté** » avant d'ajouter :

« Marx disait : « l'Histoire se répète la première fois comme un drame, la deuxième fois comme une farce ». J'ai un peu le sentiment de voir ça. (...) Ça n'est pas de la science, la vaccination obligatoire, c'est une vision du Monde dans laquelle les gens doivent obéir parce que je sais que c'est bon pour eux. Et ça, il faut faire attention, parce que l'on sait où ça mène. Quand on croit qu'on sait ce qui est bon pour les gens malgré l'évidence, quand on ne veut plus, quand on n'est plus capable de distinguer les faits de ses propres opinions, alors on est parti dans une affaire dangereuse. Et donc il faut faire attention, ça va avec cette idée qu'il faut censurer ce que l'on voit. Chaque fois que quelqu'un commence à rapporter des données qui ne vont pas entièrement dans le sens du courant officiel, il faut censurer ces données, que ce soit par un moyen ou par un autre, et moi honnêtement, ce que l'on a subi ces derniers temps à l'IHU, c'est une tentative de censure ».

Il va assurément falloir en construire des camps de rétention pour opposants !...

Le combat à venir ne sera à l'évidence pas un honnête débat d'idées : le Capital financier utilisera toute la force de frappe de ses mass-médias pour marteler sans relâche sa propagande et prolonger le sommeil de ceux qui sont encore anesthésiés. Il cherchera inévitablement à imposer son point de vue en bannissant la confrontation des idées caractérisant tout débat scientifique. Ses mensonges ne résisteraient en effet pas à l'épreuve des faits, alors même les plus élémentaires d'entre eux doivent être niés.

On ne peut rien comprendre au déferlement de propagande contre l'hydroxychloroquine si l'on ne comprend pas que l'existence d'un seul traitement précoce efficace (et bon marché !) capable d'abaisser drastiquement les hospitalisations et les décès, remet en cause le principe même de l'utilisation à grande échelle des "vaccins" à ARN-m sur la population générale et empêcherait de créer un climat de terreur sanitaire délibérément entretenu. Or ces deux éléments forment la clef de voûte de la stratégie néo-orwellienne du Capital financier, soucieux de mettre en place les outils de contrôle étroit des peuples en voie de déclasserement en vue de l'encadrement du [Grand Reset](#)... Dans cette entreprise, le Capital financier occidental n'utilise rien de moins que les ressorts psychologiques éprouvés du fascisme : l'abêtissement et la manipulation des masses dont les principes fondamentaux avaient été systématisés par les dirigeants nazis...

« Je veux qu'on ne tourne actuellement pour les Français que des films légers, superficiels, divertissants, mais stupides... Le peuple français s'en contentera sûrement ! » ([Joseph Goebbels](#))

La recette fondamentale de cette industrie du divertissement et du décérébrage de masse a-t-elle fondamentalement changé ? A chacun d'en juger... De notre avis, les nazis seraient fiers de leurs rejetons...



Une affiche au premier abord très alléchante... Sauf que dans la réalité, il en va bien autrement : « Il n'y a pas de route royale pour la science, et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés ». (Karl Marx, Lettre à Maurice Lachatre, 18 mars 1872)

La pratique du mensonge institutionnel, c'est-à-dire élevé au rang de vérité historique ou scientifique, n'est assurément pas nouvelle : les communistes révolutionnaires y sont quotidiennement confrontés depuis un siècle.

Qui par exemple, oserait remettre en cause la fable macabre [des 30 millions de morts du « stalinisme » et de ses crimes innombrables](#) ? Et pourtant des historiens occidentaux sérieux ont démontré depuis près de vingt ans la fausseté de ce qui nous est présenté comme des "vérités historiques". A l'évidence, l'existence de moyens de communication modernes ne préserve pas des manipulations de masse : bien au contraire, il n'est pas exagéré de dire qu'ils en sont l'enzyme... L'Occident impérialiste est depuis bien longtemps une civilisation du mensonge, ce dont témoigne également le soi-disant "consensus scientifique" sur lequel a été acceptée la fable carbocentriste du réchauffement climatique d'origine anthropique, en dépit de la résistance opiniâtre à la pseudoscience climatique opposée depuis plus d'une décennie par une minorité d'esprits critiques scientifiques soucieux de parvenir à la compréhension des mécanismes complexes sous-jacents à l'évolution réelle du climat.

Il n'y a à l'évidence pas que le Covid qui soit pandémique en Occident : le mensonge l'est également !

Mais le danger du mensonge permanent, c'est qu'un jour ou l'autre, les flots de propagande déconnectés de l'analyse de la réalité objective, viennent s'écraser sur le mur de cette réalité dès lors que le différentiel avec les faits de la vie réelle devient trop manifeste pour que l'on puisse continuer à simplement le nier. Il ne reste alors plus qu'une seule échappatoire : la sanctuarisation du mensonge, c'est-à-dire sa transformation en croyance, en religion. Quand on croit, il n'est en effet plus besoin de prouver...

Le Capital financier occidental et son économie fantôme sont aujourd'hui acculés, placés devant une réalité très déplaisante, dont il s'obstine pourtant à faire abstraction ou à nier l'existence. Et pour rester enfermés dans le déni, il n'y a pas quatre chemins possibles : il faut sans cesse couvrir les anciens mensonges par de nouveaux, afin de retarder l'échéance fatidique où la réalité les fera tous apparaître au grand jour. La question fondamentale est donc : quand ce basculement, ce saut qualitatif, s'opérera-t-il dans la conscience des larges masses formatées et manipulées depuis l'enfance ? Le Capital financier doit craindre que cette échéance ne soit bien proche, pour mettre en œuvre la dystopie néo-fasciste pour laquelle il a opté, afin de faire table rase de la conscience et de la pensée critique. A la raison scientifique, il ne peut plus guère opposer que l'esprit religieux le plus intolérant et le plus inquisitorial... C'est ainsi que la macronie durcit le ton sur la vaccination et les rappels désormais trimestriels au moment même où l'OMS déclare que « [combattre la pandémie à coups de doses de rappel n'est pas une stratégie viable](#) », alors que l'échappement vaccinal du variant Omicron est désormais universellement reconnu et nécessite de « **mettre à jour la composition des vaccins anti-Covid actuels** »...

Toutes ces religions (anticommunisme, carbocentrisme, covidisme vaccinal) créées ex-nihilo par le Capital financier ont un point commun essentiel : elles sont bâties sur le terreau fertile d'une ignorance savamment forgée et entretenue, ainsi que de la répétition mécaniste d'une doxa officielle déconnectée de l'analyse des faits scientifiques. Et comme pour la religion vaccinale, les chevaliers adoués de la bien-pensance comme "experts" et "scientifiques" reconnus par la féodalité capitaliste, servent à noyer et à éclipser les voix dissonantes des chercheurs authentiques pour lesquels l'analyse des faits est le critère premier et essentiel, fussent-ils dérangeants... S'il y a peu, Didier Raoult semblait s'étonner avec un certain amusement qu'on ait aussi facilement pu manipuler l'opinion publique au sujet de l'hydroxychloroquine, de telles manipulations semblent le faire beaucoup moins rire aujourd'hui.

A vrai dire, de même que les chaînes "culturelles" (ARTE) n'ont jamais cessé de déverser les mensonges désormais séculaires sur le communisme, de même les mass-médias poursuivront obstinément leur œuvre d'intoxication sur l'hydroxychloroquine... Nous, communistes, savons de puis bien longtemps combien est plein de fatuité le mythe bourgeois de "[l'indépendance et de la liberté de la presse](#)"... Au regard de toute personne qui sait discerner les intérêts privés qui se cachent derrière la démagogie institutionnelle, notre époque offre une infinité d'illustrations de la servilité extrême des mass-médias à l'égard de ceux qui les détiennent.

Le 10 janvier dernier, c'est ainsi le JDD qui remettait le couvert avec un article intitulé « [Covid-19 : l'adhésion de nombreux Français à la chloroquine en 2020, un manque de culture scientifique ?](#) ». Il répondait sans surprise à cette question par l'affirmative grâce au concours de pseudo-scientifiques de plateaux TV de complaisance :

« Le médiatique philosophe des sciences Étienne Klein, invité sur France inter en juillet 2020, se dit "traumatisé" par ce sondage (qu'il qualifie d'"abracadabrantésque" dans son ouvrage *Le Goût du vrai* paru au même moment), estimant que "tout le monde aurait dû dire "je ne sais pas"". Il ajoute, relancé par le journaliste qui l'interroge, que "ça dit des choses des Français, de leur rapport à la croyance et de la promptitude avec laquelle ils se déclarent experts". (...) En novembre 2021, invitée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au Forum national Sciences, recherche et société, la présidente du Comité d'éthique du CNRS et chercheuse en droit Christine Noiville revient sur le sujet. Elle estime à son tour que "le public [...] s'est pris pour un spécialiste" lorsqu'il n'a pas répondu massivement que,

"en l'état des connaissances scientifiques, il [n']est juste pas possible de répondre à cette question". Allant plus loin qu'Étienne Klein, elle pointe du doigt le populisme scientifique : défiance vis-à-vis des experts proches du pouvoir et des élites scientifiques, fascination pour les personnalités scientifiques fortes, déni des preuves scientifiques... Le tout alimenté par des médias en quête de sensationnalisme et une information scientifique désintermédiée (sans sources, sans décryptage, sans analyse par un tiers) par les réseaux sociaux ».

Cette propagande d'un niveau proprement pathétique qui fait de la complète inversion des valeurs (et de la négation pur et simple des faits !) son fond de commerce, n'en donna pas moins des résultats tangibles, puisque la proportion de français convaincus de l'efficacité du traitement du Covid-19 à l'hydroxychloroquine tomba de 59 à 14 % entre avril 2020 et juin 2021. Preuve supplémentaire que les fondamentaux du nazisme sont à la mode !... Les charges immondes répétées d'un Canteloup à l'égard d'un Didier Raoult dépeint en charlatan ne furent certainement pas étrangères à ce revirement. L'humour aseptisé de caniveau d'un Canteloup, l'arbin patenté du fascisme vaccinal, ne fait à l'évidence pas le poids face à l'ironie et la verve acerbes d'un [Nicolas Vidal étrillant Macron](#) après son dérapage sur les non-vaccinés... Nous ne résistons pas au passage à l'envie de présenter une autre vidéo satirique dépeignant [une macronie en furie face à la résistance opposée par les anti-pass](#).

Il est aujourd'hui évident que le déroulé du fascisme vaccinal était planifié. A la mi-janvier 2020, la macronie avait retiré l'hydroxychloroquine des médicaments disponibles sans ordonnance. Au printemps 2020, face au premier pic d'infections, elle conseilla aux malades de ne pas aller voir leurs médecins traitants (qui furent complètement court-circuités et n'eurent même pas la possibilité de prescrire des traitements précoces) et d'attendre que leur situation se dégrade pour se rendre à l'hôpital, une fois que les lésions pulmonaires étaient faites, avec à la clef la flambée des réanimations et des décès, créant au passage une peur-psychose du Covid destinée à traumatiser et terroriser les soignants aussi bien que la population pour leur faire accepter l'inacceptable. Alors que Didier Raoult et Christian Perronne en appelaient à l'opinion pour qu'on recoure largement aux traitements précoces (hydroxychloroquine/ivermectine/azithromycine-zinc-vitamine D/artémisinine) dont de nombreuses études internationales et observations cliniques prouvaient pourtant qu'ils prévenaient efficacement les cas critiques comme les décès, sortit l'étude bidonnée du Lancet (rétractée un peu plus tard) dont le Sinistre Véran et la presse aux ordres des lobbys s'emparèrent étonnement immédiatement pour déclarer l'hydroxychloroquine dangereuse et inefficace... Pas de traitement efficace disponible ? Alors la macronie pourrait dès la fin de l'année 2020 lancer "légalement" la vaccination d'urgence expérimentale à ADN et ARN-m visant à faire produire la protéine spike, cible aussi dangereuse en termes d'effets secondaires, qu'inefficace en termes de protection immunitaire face aux nouveaux variants qui allaient se suivre, permettant à la macronie de prolonger et de renforcer sur un temps long les mesures sanitaires-sécuritaires, jusqu'à l'avènement à l'été 2021 du « pass sanitaire » aujourd'hui en cours de transformation en « pass vaccinal », et ainsi justifier l'instauration d'une obligation vaccinale déguisée sous peine de mort économique (soignants) et sociale (tous les autres)...

Il nous apparaît essentiel de ne surtout pas sous-estimer les manœuvres de diversion susceptibles d'être utilisées par le Capital financier dans son entreprise de restriction des libertés individuelles ainsi que de réduction et de criminalisation de la résistance. Alors qu'une partie des doublement vaccinés se montre certes échaudée par le rythme soutenu des rappels, la macronie pourrait être tentée de lâcher un peu de lest sur le rythme des rappels afin d'améliorer leur acceptabilité sociale, sans évidemment renoncer à l'essentiel : la poursuite de mesures de distanciation sociale combinée à la mise en place à grande échelle des outils numériques de surveillance de la population.

En outre, pour diminuer l'exposition réelle des double et triple vaccinés aux nouveaux variants et pouvoir revendiquer un semblant de contrôle de l'épidémie, la macronie semble également prendre en compte les observations scientifiques avancées faisant état de nombreuses contaminations par voie aérienne chez les triple vaccinés : pourquoi sinon promouvoir désormais [publiquement](#) les masques FFP2 pour les enseignants si le vaccin fournit une protection efficace ?

Il ne faut pas non plus croire que les parents renonceront toujours à faire injecter leurs jeunes enfants (les 5-11 ans) : la lourdeur du protocole sanitaire à l'école qui impose de réaliser trois tests sur les élèves déclarés « cas contacts » avant d'y remettre son enfant, pourrait bien en faire céder plus d'un si la macronie venait à décider de son allègement pour les enfants vaccinés (ce qu'elle a déjà mis en œuvre pour les collégiens)...

Enfin, la stratégie vaccinale expérimentale pourrait rapidement revêtir un nouveau visage afin d'affaiblir les rangs de la résistance : on nous annonce déjà l'arrivée prochaine sur le marché (d'ici février) d'un cinquième vaccin anti-Covid, le « Nuvaxovid » du laboratoire américain Novavax (déjà 200 millions de doses précommandées pour l'UE).

Présenté comme basé sur « **une technologie plus classique que les vaccins à ARN messenger, il pourrait réduire le scepticisme d'une partie des non-vaccinés** » :

« Ni vaccin à vecteur viral (comme ceux d'AstraZeneca ou Johnson&Johnson) ni à ARN messenger (comme Pfizer ou Moderna), le Nuvaxovid utilise encore une autre technologie : c'est un vaccin "sous-unitaire", dit aussi "à protéines recombinantes". Le principe est d'injecter dans l'organisme une protéine qui ressemble à la désormais fameuse "protéine Spike" du virus, pour déclencher la production d'anticorps contre la vraie protéine S du Coronavirus. Le procédé est déjà connu, et utilisé par exemple dans les vaccins contre la coqueluche ou l'hépatite-B ».

« Qui ressemble »... A quel point ? Quelles sont les interactions avec les cellules de notre organisme ? Il y a indéniablement beaucoup d'inconnues... Le premier problème est que l'on retrouve toujours comme base vaccinale l'injection de la protéine spike (dont nous commençons à connaître les divers niveaux de toxicité). Il est évidemment impossible de faire confiance à une élite qui s'obstine à refuser l'accès aux vaccins entiers inactivés chinois... Le second problème est que cela ne dispensera pas de l'instauration du « pass vaccinal », car on nous enjoindra toujours à procéder à des « rappels » réguliers... Et c'est bien l'un des enjeux majeurs du fascisme vaccinal...

L'Agence européenne des médicaments [annonçait dernièrement](#) sur le ton de l'optimisme et de l'apaisement qu' « **Omicron pourrait transformer le Covid-19 en une maladie endémique, avec laquelle le monde pourra vivre** », mais c'était pour ajouter immédiatement cette précision : « **grâce à l'immunité naturelle et la vaccination** »... D'autres pensent « **que le virus pourrait suivre une dynamique proche de celle de la grippe** » et qu' « **il n'y a donc pas de raison de penser qu'il faudra une nouvelle dose de vaccin tous les trois mois** », « **en revanche à l'hiver prochain, on pourrait de nouveau se poser la question** »...

En Occident, la marmite commence indéniablement à bouillir, et le Capital commence à comprendre qu'il doit ménager un minimum sa monture s'il veut l'emmener plus loin sans qu'elle ne se cabre. Derrière ces déclarations rassuristes, il paraît donc évident que la religion covidiste vaccinale ne semble pas prête de désarmer, quand bien même le Capital financier occidental reconnaîtrait que le virus ne pose plus de problème de santé publique insurmontable : il faudrait en effet continuer à se vacciner, pour le cas où un mutant plus létal ferait son apparition...

L'apartheid vaccinal de notre peuple n'est donc à l'évidence pas prêt de prendre fin. Mais il y a un autre apartheid tout aussi important, qu'il importe de pendre en compte et qui fracture toujours davantage les sociétés occidentales.

Depuis des décennies, la machine politico-médiatique aux mains du grand Capital profite des symptômes que sont le chômage de masse, le communautarisme, la délinquance et le trafic de stupéfiants pour monter une partie du peuple contre l'autre. Cela fait déjà des décennies que la population des cités et banlieues défavorisées est traitée en paria et en sous-citoyens en échange de l'obole des allocations et des minimas sociaux qui ont pour avantage de monter contre elle la partie de la population qui estime en bénéficier moins. La défiance et l'hostilité entre ces deux communautés, économiquement et spatialement ségréguées, n'ont ainsi eu de cesse de grandir entre ces deux franges de la population victimes de la guerre permanente de tous contre tous.

Si les leurre lancés par le grand Capital s'attachent depuis des décennies à diviser les Français, nous nous proposons à l'inverse aujourd'hui de rassembler les grandes masses du peuple contre un dangereux ennemi commun, le Capital financier, dont les marionnettes ont déjà commencé à faire tomber le masque "démocratique" et qui ont indéniablement décidé d'emprunter la voie **de l'instauration préventive d'une nouvelle forme de fascisme**. Il nous faut donc à tout prix réaliser l'union des larges couches d'un peuple aujourd'hui en souffrance contre cet ennemi commun, sous peine de lui laisser les coudées franches pour aller plus loin dans la destruction des libertés individuelles et dans le processus d'une paupérisation absolue sans précédent des masses populaires.

Il est urgent de faire barrage aux quatre candidats présentés par le Capital financier que sont Emmanuel Macron, Valérie Pécresse, Anne Hidalgo et Eric Zemmour. Il faut transformer cette élection en vote de sanction pour les candidats de l'UMPS.

Zemmour est à n'en pas douter un leurre destiné à marcher sur les plates-bandes du RN de Marine Le Pen afin de la disqualifier car jugée pas assez docile pour imposer énergiquement la poursuite de la plandémie. Zemmour est le prototype du politicien bourgeois qui promet du changement tout en étant la marionnette la plus docile du grand Capital. C'est un Macron 2.0 qui obéira docilement à ses maîtres et aux mass-médias à leur solde, d'où la généreuse publicité dont il bénéficie. Sur le plan du renforcement du diktat sanitario-sécuritaire, économique et

social, il sera le pur clone de la macronie tout en faisant diversion [en excitant les haines inter-ethniques et interconfessionnelles](#) qui déchirent depuis longtemps le peuple de notre pays. Alors que l'UMPS feint traditionnellement de promouvoir la diversité ethnique, les souverainistes sont davantage enclins à faire des questions d'immigration et d'insécurité leurs thèmes de campagne électorale. En cela, nous serions tentés de dire qu'ils apportent des réponses erronées à de bonnes questions. En effet, les années consécutives au choc pétrolier de 1973 ont vu les pays impérialistes occidentaux amorcer un mouvement de migration de branches industrielles entières vers les pays à bas coût, notamment ceux du sud-est asiatique. Ces délocalisations industrielles opérées en masse sous les attelages gouvernementaux « ultra-libéraux » Reagan/Thatcher ont engendré une forte hausse du chômage de masse structurel en Occident.

Les anciennes cités ouvrières virent alors le chômage exploser, les problèmes de délinquance et du narcotrafic fleurir ; elles furent alors désertées par ses habitants les plus aisés et ne restèrent plus guère que des ghettos à dominante métissée. Dans les conditions d'un marché de l'emploi très dégradé, les enfants de migrants jusque-là bien intégrés, virent leur ascenseur social se bloquer brutalement, quand bien même ils étaient diplômés. Cette population, victime, des décennies durant, d'un apartheid spatial, économique et social trouva alors toujours plus refuge dans le communautarisme. Les petits frères, puis les enfants de cette génération, grandirent dans cette nouvelle réalité. Parmi ceux qui furent rapidement considérés comme des « sous-citoyens », la défiance à l'égard des institutions et du modèle social républicains en faillite ne cessa de grandir. C'est dans ces conditions que les tensions intercommunautaires et interconfessionnelles ne cessèrent de se renforcer pour atteindre le point culminant de la médiatisée théorie du « Grand Remplacement » de la population française "de souche" de tradition catholique par une population métissée et "islamisée", constituant le pendant français du suprémacisme blanc américain. On comprendra sans mal le danger de cette vision des choses manichéenne et soi-disant civilisationnelle renforçant les divisions communautaristes du peuple et préparant ainsi incidemment une future guerre civile intercommunautaire. Si « Grand Remplacement » il y a, ce ne peut être que celui du peuple dont la souveraineté a été confisquée par les hommes de paille d'une minorité parasite mondialisée...

Cette division, basée sur la stigmatisation systémique et les brimades racistes, permet assurément au Capital financier de faire diversion pendant les périodes de crise et de s'assurer que les questions les plus fondamentales à la base de tous les symptômes et épiphénomènes négatifs (c'est-à-dire économiques) ne soient pas abordées. La destruction de la domination du Capital financier a pour préalable l'union du peuple, de toutes les ethnies et confessions qui le composent, dans la lutte contre l'ennemi commun. Sans cette union, il sera impossible à un peuple multi-ethnique de mettre à terre le pouvoir du grand Capital, comme l'ont démontré les événements qui ont secoué le Capitole le 6 janvier 2021. Il nous apparaît ici essentiel d'ouvrir une parenthèse pour développer davantage l'enjeu fondamental de la ségrégation raciale aux USA. La fraction patriote et souverainiste (à dominante blanche) du peuple américain s'est alors trouvée frontalement opposée aux milices armées déterminées du mouvement [Black Lives Matter](#) (BLM) et ainsi trouvée neutralisée.

Les milices BLM n'auraient en effet pas permis ce qu'elles auraient vécu comme un coup d'Etat suprémaciste qui aurait débouché sur une guerre civile, sinon pour le moins [sur la sécession du pays...](#)

En conclusion, la ségrégation du peuple en communautés ethniques et confessionnelles antagonistes profite à ses ennemis, pour reprendre les termes employé par Staline, il les égare « dans la jungle » et permet au Capital « d'échapper aux coups des travailleurs »... Les communautés devront surmonter leur mépris et leur méfiance mutuelle, apprendre même à se faire confiance, afin d'être en mesure de mener un assaut coordonné. Cette alliance est théoriquement plus facile à nouer en France où existe un courant « gaulliste social ». Elle sera plus complexe à nouer aux USA, d'abord en raison du lourd passif légué par l'esclavage. Le mouvement BLM perçoit les souverainistes comme le danger principal, comme des fascistes contre lesquels on peut même s'allier avec les deux Old Grand parties... De leur côté, les souverainistes blancs voient les BLM comme des milices au service des deux grands partis du Capital financier US... De part et d'autre, une défiance maximale ! Pour ne rien arranger, les souverainistes blancs sont traditionnellement très influencés par les théories économiques libertariennes dont l'idéal est un retour (impossible) à l'époque antédiluvienne du capitalisme pré-monopoliste. Ce courant hystériquement anti-communiste s'obstine à dépeindre toute immixtion du Capital financier dans les affaires publiques comme des manifestations de... communisme ! Preuve que le ridicule ne tue pas... Ce courant de pensée interdit donc de centraliser aux mains d'un Etat populaire l'outil de production que l'on aurait confisqué au Capital financier. La grande influence que le courant de pensée libertarien exerce sur la petite bourgeoisie souverainiste américaine conduit à une voie sans issue, puisque ce courant est totalement réfractaire à la nationalisation des

entreprises monopolistes et n'aurait guère à proposer autre chose que leur démantèlement afin de ne laisser subsister que la petite production marchande...

Bien entendu, les grands Etats-nation comme la Chine et la Russie ne feront jamais une telle chose et ce sera donc une voie de compradorisation inévitable pour ceux qui voudraient s'engager sur cette voie "alternative", c'est-à-dire une voie détournée conduisant également au Grand Reset qu'appelle aujourd'hui de ses vœux le Capital monopoliste. L'union de la petite bourgeoisie souverainiste et du prolétariat noir déclassé ne pourra à l'évidence être réalisée aussi longtemps que l'influence du libertarisme et du créationnisme (également très influent) n'auront pas été vaincues. Aussi longtemps que ce statu quo sera maintenu, le Capital financier US sera en mesure d'instrumentaliser à tour de rôle ces deux portions du peuple américain l'une contre l'autre. Seule l'alliance des BLM avec les souverainistes permettra de conjurer le spectre grandissant du séparatisme et/ou de la guerre civile inter-ethnique qui permettra toujours en dernière instance au Capital financier de reprendre les choses en main...

Il est d'ailleurs aujourd'hui de plus en plus probable que ce sera la voie privilégiée par le capital financier US pour parvenir au Grand Reset, alors que les lourdes déconvenues se multiplient pour l'équipe de la grande bourgeoisie mondialiste incarnée par Joe Biden qui voit aujourd'hui la mise en œuvre du fascisme vaccinal être considérablement entravée aux USA. Les mass-médias occidentaux titraient ainsi ce vendredi « [États-Unis : obligation vaccinale annulée, réforme électorale bloquée, jeudi noir pour Biden](#) » dans un article se lamentant de l'impuissance de Biden face à « un Congrès qu'il ne contrôle pas vraiment » et « après la décision de la Cour Suprême, qui a bloqué sa décision d'imposer soit le vaccin anti-Covid, soit des tests réguliers dans les entreprises de plus de 100 salariés » « dans un pays où seulement 62 % de la population est totalement vaccinée »... Cela démontre le rapport de force incertain entre l'aile incarnée par le grand Capital mondialiste (« l'Etat profond »), et l'aile petite-bourgeoise souverainiste qui est bien implantée au Congrès et qui contrôle la Cour Suprême... Voilà pour les USA.

Il en va tout autrement pour la France, la constitution gaulliste de la V^e République sanctuarisant un président tout puissant (49/3 et dissolution du parlement), laissant à l'évidence la porte ouverte à une fascisation rapide contenue en germe dans les institutions elles-mêmes. De notre point de vue, le meilleur indicateur illustrant dans la pratique qui fait ou pas aujourd'hui campagne pour la défense des intérêts fondamentaux des masses populaires face au fascisme *En Marche* se reflète dans le degré d'engagement des candidats dans la dénonciation de l'actuelle dérive néo-fasciste vaccinale dirigée par la macronie et ses satellites de l'UMPS... De ce point de vue, aussi bien Jean-Luc Mélenchon que Marine Le Pen apparaissent comme bien consensuels et mollassons face à un candidat comme [Florian Philippot](#) qui ne mâche pas ses mots et frappe en général fort et juste... Pour tout avouer, cela ne nous surprend guère vu le fond de commerce du leurre "de gauche" qu'est [Mélenchon](#) ! Pour lui, la violence opposée par la résistance à la violence économique et sociale quotidienne mise en œuvre par la macronie pour faire plier les anti-pass est illégitime... Une anguille, vous dis-je !

Afin de mettre en déroute le fascisme *En Marche*, qu'il soit 1.0 (Macron) ou 2.0 (Valérie Pécresse, Anne Hidalgo, Eric Zemmour) et de lui arracher sa caution démocratique, il faudra en appeler aux candidats déjà déclarés disposant (ou pas) de leurs parrainages et affirmant vouloir représenter les intérêts fondamentaux du peuple français dans son ensemble. Si l'un deux répondait favorablement et acceptait le mandat donné par le FPLF, ce dernier ferait sans retenue campagne pour lui. Dans la négative, si aucun ne se manifestait, cela signifierait qu'aucune force constituée de l'échiquier politique ne défend en réalité les intérêts réels de notre peuple. Il faudrait alors délégitimer le scrutin lui-même par un vote blanc étiqueté « **FPLF** », un vote le plus massif possible qui permettrait de retirer son adoubement démocratique à tout « vainqueur » et de déboucher sur une crise politique et institutionnelle majeure. La réalisation d'un score qualificatif au second tour du candidat présenté par le FPLF, même non adoubé par les parrainages, aurait des conséquences politiques foncièrement similaires...

A titre de socle commun du FPLF, nous proposons le programme de mesures d'urgence qui suit :

- Nationalisation sans indemnisation des actifs aux mains du Capital financier, national comme étranger, qu'il s'agisse de l'industrie, des transports, de l'immobilier, du commerce, des mass-médias, etc. Interdiction de privatisation du Capital public.
- Etablissement d'un contrôle populaire sur la gestion comptable des entreprises nationalisées.
- Rétablissement des frontières nationales et sortie immédiate des syndicats internationaux contrôlés par le capital financier : OTAN, UE, OMC, OMS, FMI, Banque Mondiale, afin de supprimer la possibilité de voir ces lobbys remettre en cause la souveraineté nationale.

- Annulation de la dette publique et de la dette extérieure.
- Etablissement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur afin d'empêcher une inféodation au Capital étranger.
- Restauration immédiate des principes fondamentaux relatifs aux libertés individuelles, y compris le « droit au blasphème » concernant les mandataires du peuple.
- Instauration d'une République populaire à dominante parlementaire dans laquelle le président élu au suffrage universel direct (sans clause contraignante pour la présentation des candidats), serait avant tout doté d'un pouvoir de représentation et pourrait être destitué par un parlement monocaméral également élu au suffrage universel direct. Interdiction du cumul des mandats publics.
- Abolition de toute forme d'immunité pénale pour les mandataires du peuple. Possibilité de révoquer tout élu en cours de mandat sur proposition d'une pétition populaire en vue de la tenue d'un vote sanction. Fin des régimes de retraite spéciaux des mandataires du peuple et alignement de leurs revenus sur le niveau du salaire moyen.
- Création d'un comité éthique et scientifique mixte chargé de piloter une réforme en profondeur de l'école publique, incluant des intellectuels et scientifiques s'étant illustré par leur résistance. Renforcement de l'apprentissage de la lecture et des sciences. Refonte en profondeur des programmes scolaires prenant notamment en compte l'apport des travaux d'historiens universitaires dissidents (comme Annie Lacroix-Riz, Jacques R. Pauwels, Howard Zinn et Grover Furr) qui ont mené un important travail de recherche sur l'Histoire contemporaine à base des sources primaires.
- Restauration d'une véritable laïcité à l'école : pas de signe religieux ostentatoire, de prosélytisme religieux dans l'enceinte publique ni de financement public des écoles privées.
- Stricte séparation de l'Etat d'avec toutes les Eglises : pas de financement public, même indirect, des cultes.
- Création d'un régime de retraite général et unique par répartition prenant réellement en compte le facteur de la pénibilité au travail.
- Nationalisation des mutuelles de santé et recréation d'un régime général universel pour l'assurance maladie.
- Création d'un comité éthique et scientifique mixte chargé de piloter une réforme en profondeur de la santé publique, incluant des intellectuels, médecins et scientifiques s'étant illustré par leur résistance et mise en œuvre d'un programme de formation d'urgence de personnel médical.
- Etats généraux de l'agriculture, de l'alimentation et de l'aménagement du territoire, afin de mettre davantage de moyens sur l'amélioration de la qualité de vie du peuple.
- Rétablissement de la peine capitale pour les crimes les plus graves : crimes contre l'humanité, crimes de sang, viols, la traite humaine, le gros trafic de stupéfiants, le sabotage délibéré de la propriété publique.
- Mise en place d'un organisme national centralisant la lutte contre la corruption dans toutes les entreprises publiques ainsi que dans l'appareil d'Etat et administratif.
- Maintien des forces armées à seule fin de garantir la défense nationale, rétablissement d'un service national universel de conscription (par ex. 6 mois) compatible avec la poursuite à distance des études pour les jeunes atteignant la majorité.
- Fin de la politique d'occupation coloniale et rapatriement des soldats en OPEX : « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ».
- Etablissement de relations diplomatiques et commerciales avec tout pays d'accord avec ce principe fondamental.

Cette liste mériterait sans aucun doute des compléments, mais nous avons là une base de programme commun. Et à ceux qui se demandent comment il est possible de financer tout cela, nous répondons par cette formule mathématique à priori délirante : **85 = 3 500 000 000**.

Au début de l'année 2014, la richesse cumulée des 85 plus gros milliardaires de la planète égalait celle des 3,5 milliards d'être humains les plus pauvres. Ces 85 ploutocrates (qui élaborent dans la coulisse des attelages gouvernementaux qui vont les représenter) avaient ainsi autant pour vivre que la moitié de la population humaine... Même au sein des 3,5 milliards d'autres être humains moins démunis, cette élite s'accaparait encore la plus grosse part du gâteau : alors qu'en 1980, le 1 % d'Américains les plus riches capturaient seulement 8 % du PIB national, cette proportion s'est élevée à [20 % sur la période 2008-2012](#), et aujourd'hui certainement bien plus encore... La beauté du capitalisme est sans le moindre doute possible de parvenir à rendre possible l'impossible et d'abolir toute rationalité mathématique... Voilà donc où il faut prendre l'argent...

Si les démocrates et patriotes véritables tombent d'accord sur ce socle commun (ces mesures nous paraissant conditionner l'existence d'un pouvoir réellement populaire), alors nous pourrions estimer que ce qui nous rassemble est bien plus grand que ce qui nous divise et qu'il sera par conséquent urgent de passer de la théorie à la pratique, afin de substituer à une parodie de démocratie – **qui n'est en réalité que l'incarnation du pouvoir exclusif et illimité d'une oligarchie ploutocratique internationalement ramifiée** et de ses innombrables réseaux d'influence → un véritable pouvoir populaire issu du peuple et édifié par le peuple. Près de deux années de discussions et d'échanges sur le forum du média alternatif [Réseau International](#) nous ont permis d'apprendre à nous comprendre et à nous respecter, à apprécier l'engagement des autres, à dépasser même jusqu'à nos clivages politiques initiaux pour ne retenir que l'essentiel qui nous rassemble : notre amour pour le peuple et notre haine à l'égard des bandits de grand chemin et des criminels qui prétendent gouverner en notre nom !

Il nous semble d'ailleurs essentiel de souligner que les manifestations anti-pass sanitaire du 8 janvier dernier ont rassemblé des gens dont la sensibilité politique allait de "l'extrême droite" à "l'extrême gauche", ce qui n'a pas échappé aux mass-médias qui en ont profité pour étaler leur ignorance au moyen d'un parallèle historique caricatural que repoussoir. [Europe 1](#) jugeait en effet que l'opposition au pass vaccinal constituait « **le pacte germano-soviétique de la désinformation** »...

Que Radio-Paris, intégralement vendue au lobby du Capital financier apatride occidental, se permette un tel amalgame en dit long sur le niveau de ceux qui sont en charge de la propagande vaccinale... Ce qui est désigné comme une "union contre-nature" des deux « extrêmes » contre le juste, sage, raisonnable et responsable « juste milieu » de la macronie embourbée dans le marais de "l'UMPS", vise à l'évidence à stigmatiser la résistance aux yeux des vaccinés qui hésiteraient encore à prolonger leur abonnement vaccinal expérimental... A l'évidence, cet embryon d'union populaire à la base et dépassant les clivages politiques traditionnels effraie au plus haut point le Capital financier, car seule cette union permettrait de contrarier la poursuite de la mise en œuvre du calendrier nous menant à l'avènement d'une société totalitaire hybride à mi-chemin entre *1984* et *Le meilleur des Mondes*...

Le Capital financier occidental est en train d'instaurer le fascisme à la manière dont on plongerait une grenouille dans l'eau froide avant d'allumer le feu pour faire monter la température à petit feu, plutôt que de la jeter brutalement dans de l'eau déjà bouillante... On évite ainsi de s'exposer à une réaction brutale du batracien qui va au contraire s'échauffer doucement et peut-être réagir trop tard !... Voilà à quelle sauce le Capital financier occidental se propose de manger notre pauvre grenouille ! Face au fascisme rampant qui avance sous le masque pandémique et son discours pseudo-démocratique, il importe de bien comprendre que le Capital financier a fait son choix et ne peut désormais plus faire machine arrière.

Il s'agit donc de restaurer une véritable démocratie pour le peuple, celle-ci ayant de toute évidence été confisquée et piétinée par de grandes formations politiques étroitement inféodées au Capital financier. La communauté d'idées de tous ces gens est évidente quand l'on voit comment la macronie a un temps fédéré depuis la droite prétendument gaulliste (mais en réalité atlantiste), à la "gauche" caviar, en passant par le centre, au sein d'un panier de crabes rempli d'opportunistes médiocres et de carriéristes sans convictions seulement soucieux de venir "manger à la gamelle" en échange de l'allégeance servile à leur Führer 2.0... Il suffira pour l'illustrer de voir comment les deux chambres du Parlement ont ratifié sans trop broncher les dernières lois scélérates... Seule la députée du Bas-Rhin, [Martine Wonner](#), aura fait honneur à son métier de médecin psychiatre autant qu'à sa fonction en jetant à la figure de la macronie son paquet de linge sale, avec autant de courage que de lucidité, dénonçant la mise en place d'« **un outil de stigmatisation et d'apartheid** » par « **un Etat totalitaire** » gangrené par les multiples « **conflits d'intérêts et scandales en tous genre** ».

La variante macroniste du fascisme se fixe à l'évidence pour but essentiel de criminaliser la contestation citoyenne en lui collant l'étiquette infamante de "l'extrémisme" (et bientôt du "terrorisme"...) afin de tenter de monter contre elle la grande masse des indécis encore en proie à la léthargie... En outre, la résistance et le peuple devraient accepter bien docilement cette violence sociale et ce mépris éhontés sans broncher ni chahuter ou même prendre à partie (même verbalement ?) [les joyeux larbins-collabos](#) embauchés par la macronie pour lui donner son vernis "démocratique"...

Cet objectif de containment et de réduction de la poche de résistance formée par les anti-pass semble cependant un horizon incertain qui devrait contraindre les bourreaux du peuple à se dévoiler toujours davantage au fil des prochaines semaines et des prochains mois : en effet, les mass-médias rapportaient récemment que pas moins de [800 000 double-vaccinés](#) n'avaient l'air guère enthousiastes pour retourner se faire piquer et risquaient ainsi de perdre le fameux sésame donnant accès au paradis de la dystopie néo-fasciste...

Sans aucun doute la faute à la vile propagande disruptive des anti-pass, ou aux effets secondaires observés sur eux-mêmes et dans leur entourage, ou encore à la conjugaison de ces deux facteurs...

La réalité des faits est décidément cruelle et implacable, car elle aide à mettre en adéquation sa conscience, à moins de persister dans le déni pour éviter d'avoir à se poser ensuite d'autres questions soulevées par notre camarade Gérard Luçon dans son article « [Vaccins : le paradoxe du réfractaire ou celui du résistant](#) »...

Il y a peu, 81 courageux avocats provenant de 27 barreaux signaient une tribune intitulée « [Stop aux atteintes aux droits et aux libertés des Français !](#) » dans laquelle ils appelaient d'abord « **à un sursaut de conscience des Français face au piétinement, depuis bientôt deux ans, de leurs droits et de leurs libertés** » alors même que le gouvernement « fait à nouveau peser de lourdes menaces sur les droits et libertés des Français » sous des prétextes sanitaires forts contestables : non pas le nombre des malades et des décès, mais celui des « tests positifs » dépistés « au moyen de tests dont la fiabilité ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique ».

« Les dernières décisions du gouvernement, toujours aussi liberticides, nous ont révoltés, indignés, mais elles ne nous ont pas surpris. C'est désormais devenu une habitude de la part de ce gouvernement, au prétexte de préserver la santé des Français, de les maltraiter, de leur manquer de respect, de les infantiliser, de les rudoyer, de les menacer, de leur faire du chantage. (...) De même, l'expérience a montré que le Covid s'attaque, pour l'essentiel, aux personnes âgées et/ou fragiles. Ainsi, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 82 ans et le taux de létalité de la maladie n'est que de 0,04 %. Dès lors, les mesures prises pour lutter contre ce virus apparaissent comme totalement disproportionnées et, ce, dès l'origine. Ainsi, immédiatement après le confinement, dont il est acquis qu'il n'a eu aucun effet en termes sanitaires, les mesures les plus absurdes se sont succédé : port du masque partout, tout le temps, notamment par les enfants, auto-autorisation de sortie, plages dynamiques, fermeture des rayons dits non-essentiels des magasins d'alimentation, ouvertures des stations de ski, mais fermeture des remontées mécaniques ou, désormais, obligation de consommer assis dans les bars et les restaurants, sans parler de la menace de devoir se munir d'un passe vaccinal, d'un masque et d'un test négatif pour entrer dans les lieux publics choisis à la discrétion du gouvernement. Il serait vain de tenter d'établir une liste complète de ces mesures farfelues et sans aucun intérêt sanitaire, tant elle serait longue et tant elle semble vouloir s'allonger encore. Une situation inédite et profondément intolérable qui ne semble, pourtant, pas avoir porté ses fruits en termes sanitaires puisque, s'il on en croit le gouvernement lui-même, la situation serait catastrophique ».

Dans ce vibrant appel lancé « aux Français » pour qu'ils « réagissent » sans délai, le collectif d'avocats souligne que « le chantage aux vaccins s'intensifie », y compris sur les enfants de plus de douze ans, alors que la protection qu'ils confèrent est aussi partielle que ponctuelle face aux nouveaux variants, sans oublier de dénoncer la « fidélité sans faille » de « la justice » et du « Conseil d'Etat » qui ont « **avalisé les décisions les plus contraires aux principes de droit qui nous régissaient jusque-là** », suivant docilement un gouvernement « **obtus aux faits** » bien déterminé à poursuivre « **son œuvre destructrice des droits et des libertés des Français à un point extrême** » :

« De prime abord, la cohorte de mesures absurdes et dommageables prises depuis bientôt deux ans semble avoir été acceptée avec une étonnante docilité par l'ensemble des citoyens. Mais, ce serait faire fi de la pression à la peur et au chantage qui s'exerce sur eux depuis des mois. Or, comme chacun sait, la peur a, de tout temps, été un excellent levier pour s'assurer de l'obéissance de la population. Elle l'est aujourd'hui encore. Les Français, comme la plupart des citoyens européens, ont été domestiqués, au point d'accepter sans broncher les consignes les plus absurdes, convaincus par des médias « mainstream » ayant abandonné toute intégrité journalistique en se faisant l'écho de la seule voix du gouvernement, que leur survie dépend de leur obéissance. Il est vrai que l'État a usé sans vergogne de tous les subterfuges : culpabilisation, menaces, chantages, mesures de rétorsion, mensonges, dénonciations, manipulation des chiffres et d'autres encore. (...) Il ne fait aucun doute qu'une fois cette crise passée, certains auront des comptes à rendre, que ce soient les décideurs de ces mesures ou que ce soient ceux qui, par peur, par lâcheté, par indifférence, pour asseoir leur autorité ou par simple esprit moutonnier les auront publiquement défendues, appliquées ou fait appliquer. Ceci, sans aucune remise en cause, aucune distance, sans jamais s'interroger sur leur utilité ou sur leur légitimité. Il en ira de même de ceux qui auront stigmatisé, mis à l'écart, bannis leurs concitoyens pour avoir fait appel à la raison et au discernement ou pour avoir émis des critiques. N'hésitant pas à les faire passer, au mieux, pour des capricieux, au pire, pour des « complotistes », un terme bien vague, ou pour des malades mentaux. Oui, au moment de faire le bilan, nous aurons la lourde obligation de nous interroger sur ce qui est arrivé et sur ce que nous n'avons pas su, pas pu ou pas voulu empêcher. Aurait-on jamais pu imaginer que, dans un État démocratique comme le nôtre, de telles dérives puissent être admises ? Pourtant, force est de constater que tel est le cas. La majorité de nos concitoyens, tétanisée par la peur soigneusement entretenue par les canaux officiels, s'est laissé dépouiller, impuissante, de tous ses droits et ses libertés fondamentaux. Il aurait été vain de compter sur la diligence du gouvernement pour ne jamais en arriver là. Bien au contraire. Peu importe le respect des libertés fondamentales, s'il s'agit de préserver la santé, a-t-il tenté de se justifier. Toute autre considération est nulle et non avenue. La détresse d'une part grandissante de la population, la fragilisation du tissu économique, l'abandon de la jeunesse et des

personnes vulnérables n'entrent pas dans les savants calculs de ce gouvernement. Pendant ce temps, au terme de l'adoption d'un nombre inouï de textes, les plus grands principes du droit et les règles qui régissent la vie quotidienne de tout un chacun, ont été invalidés et écartés. Qu'il s'agisse du libre consentement, de la liberté de disposer de son corps, de l'intérêt supérieur de l'enfant, de l'autorité parentale, des libertés publiques, de la police administrative, des libertés individuelles et des droits fondamentaux, du droit du travail et de la fonction publique, du droit de la santé, du service public ou encore de la réparation des dommages causés aux victimes d'accidents médicaux. Et la liste est loin d'être exhaustive. Ces nouvelles règles infligent une violence sociale inouïe que traduit une multiplication sans précédent des actions en justice relatives à la crise. Et, nous assistons, depuis, dans nos cabinets et dans les prétoires, comme dans le reste de la société à une détresse économique, sociale et psychologique d'une profondeur insondable. Aujourd'hui, des Français toujours plus nombreux réalisent que ces mesures ubuesques, où le ridicule le dispute à l'absurde, n'ont qu'un très lointain rapport avec la préservation de leur santé. Ils comprennent enfin que l'on s'est joué d'eux, qu'on leur a menti, qu'on les a manipulés. L'intolérable chantage exercé sur eux leur apparaît maintenant pour ce qu'il est : odieux et illégitime. Et, il est d'autant plus illégitime que les Français ont perdu leurs libertés de citoyen et leurs droits parmi les plus fondamentaux. Ainsi, la soumission à l'injonction est devenue la condition pour exercer ses libertés, la stigmatisation d'une partie de la population, la règle (aujourd'hui, ce sont les personnes non-vaccinées, mais qui seront les prochains ?). Peut-on l'accepter ? Liberté, égalité, fraternité ? En est-on toujours aussi certain ? Comme le dit Bellamy : « Le spectacle des reniements gouvernementaux donne le vertige ». »

D'autres avocats sont même passés à la vitesse supérieure : le sous-citoyen assumé Fabrice Di Vizio [annonçait ainsi récemment](#) sa volonté de faire sécession via la création de communautés autonomes capables de suppléer aux carences de l'Etat :

« Si je ne suis plus un citoyen, je ne paie plus mes impôts. (...) Si je n'ai plus les droits de ce pays, alors je n'ai plus aucune obligation vis-à-vis de ce pays. (...) Je suis en train de faire quelque chose, moi, c'est d'organiser une société complètement à part, de montrer à l'Etat qu'on a plus besoin de lui, ça se fait déjà aux Etats-Unis »...

Dans le même temps, il annonçait aussi vouloir passer à l'étape supérieure, [judiciairement parlant](#), en mobilisant un réseau de renseignement citoyen et en recrutant des détectives privés :

« Nous poursuivrons les médecins qui vaccinent abusivement sans information préalable. C'est terminé le temps de la Concorde, ils veulent la guerre, nous aurons la guerre ! »

A tous les sbires de la macronie qui font l'aveu de leur lâcheté infinie en s'abritant derrière la façade décomposée de la « démocratie » qu'ils n'ont eu de cesse de détruire, voir même derrière le « respect » qui leur serait dû de par leur seule fonction, une fonction qu'ils ont là encore eu de cesse de déshonorer, nous lançons l'avertissement suivant : **le respect ne se doit pas, il se mérite !**

Or à l'évidence, vous n'avez rien fait pour mériter le respect d'un peuple qui, dans sa grande masse, vous maudit parce que vous en êtes les tortionnaires. Tout ce que vous pouvez inspirer à la rigueur, c'est de la crainte, la crainte du pouvoir de répression que la caste d'ultra-riches qui vous dicte ses ordres dans la coulisse a placé entre vos mains... Comme tous les régimes tyranniques, vous confondez la crainte et le respect... Votre pouvoir basé sur la terreur et la spoliation "légale" du peuple [est donc foncièrement illégitime](#) !

Aux tyrans sociopathes modernes qui foulent au pied quotidiennement les droits du peuple qu'ils prétendent mensongèrement représenter, nous rappellerons les fondamentaux sur lesquels a été créée la République Française. Il suffira pour cela d'édicter quelques-unes des lois remarquables contenues dans la [Déclaration de l'homme et du citoyen de 1793](#) (constitution de l'an 1) pour se rendre compte que la tyrannie macroniste manque depuis longtemps à tous ses devoirs :

Article 1. - Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles.

Article 2. - Ces droits sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.

Article 3. - Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi.

Article 9. - La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent.

Article 11. - Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique ; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force.

Article 12. - Ceux qui solliciteraient, expédieraient, signeraient, exécuteraient ou feraient exécuter des actes arbitraires, seraient coupables, et doivent être punis.

Article 27. - Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres.

Article 28. - Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures.

Article 30. - Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs.

Article 31. - Les délits des mandataires du peuple et de ses agents ne doivent jamais être impunis. Nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens.

Article 35. - Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Au regard des innombrables reniements de l'héritage élémentaire des [Lumières](#), nous avons donc à l'évidence déjà mis un pied dans une dystopie totalitaire moderne qui convertira ses esclaves en des zombies biologiques moralement soumis, en junky's shootés quotidiennement aux « boosters » immunitaires, aux narcotiques, aux réalités virtuelles et au « sexe libre » (c'est-à-dire la consumérisation des relations humaines les plus intimes), un monde où chaque individu sera isolé des autres qu'il verra comme de simples objets, un monde où il sera surveillé à chaque instant de sa vie quotidienne, un monde qu'il sera donc à l'évidence extrêmement complexe de transformer... Il est donc devenu urgent de faire rapidement machine arrière, car plus le temps passera, plus l'emprise psychologique s'accroîtra sur les masses populaires, plus la mise en œuvre de ce totalitarisme capitaliste moderne s'approfondira, et plus il sera difficile et douloureux d'en sortir et de redonner une perspective d'avenir véritablement humaine à nos enfants.

La macronie a déjà considérablement réduit les interactions sociales du peuple, afin d'isoler les individus les uns des autres, d'éloigner les amis, de briser les familles, les couples, car ces sociopathes savent parfaitement que la division est la condition *sine qua non* de leur emprise sur les masses exploitées. C'est entre autre dans ce but qu'ils stigmatisent aujourd'hui une partie du peuple, la plus consciente, pour la rendre responsable de [l'échec complet](#) de leur stratégie vaccinale.

Et à ceux qui espéreraient au moins conserver une fraction significative de leur niveau de vie par leur soumission résignée, nous rappellerons, comme le soulignait Hô Chi Minh, que « **le prix de l'homme baisse quand il n'a plus l'usage de sa liberté** »... Aussi ne doivent-ils pas s'attendre à conserver encore très longtemps ce qu'il reste des chaînes dorées de l'esclavage salarié, car une fois qu'ils auront encore davantage été soumis, le Capital financier ne manquera pas de leur reprendre tout ce qui est possible jusqu'à ce que le salaire retrouve un niveau le plus proche possible du seuil physiologique minimal : celui de la survie dans le confort le plus spartiate possible !...

Ouvriers, paysans, employés, enseignants, scientifiques, artistes, juristes, artisans, commerçants ! Que vous soyez gilet jaune ou « non-essentiel », ce Pouvoir n'a eu de cesse d'étouffer votre voix et de dénier jusqu'à votre droit d'exister. Défendez donc dès aujourd'hui votre droit à vivre dignement !

Policiers, gendarmes, soldats, officiers ! Refusez de devenir les tortionnaires complices d'une élite prédatrice à l'égard d'un peuple que vous êtes censés défendre, et aidez-le à se libérer des chaînes de l'esclavage de la tyrannie « En marche » !

A tous les "citoyens" (piqués ou non à contre cœur) et "sous-citoyens", nous lançons cet appel solennel : quittez votre canapé et éteignez vos écrans, afin de resocialiser votre vie quotidienne et de résister à la plandémie covidienne néo-fasciste !

C'est maintenant que vous pouvez encore reprendre la main sur votre vie, avant que la plongée toujours plus profonde dans la dérive fasciste en cours ne vous confisque pour longtemps vos libertés et n'hypothèque votre avenir, tout autant que celui de vos proches et de vos enfants !

Sortez votre esprit des mondes virtuels dans lesquels nos "élites" ploutocratiques dégénérées l'ont enfermé pour vous asservir, et reprenez pied dans le monde réel !

« Si nous vivons, nous vivons pour marcher sur la tête des puissants... car les puissants ne travaillent qu'à marcher sur nos vies ». (William Shakespeare)

« [El pueblo unido jamás será vencido](#) ! » – « Le peuple uni ne sera jamais vaincu ! »

Enfin, à ceux dont le ton méprisant des ultra-riches demeurés dans la coulisse signifie d'ordinaire qu'ils ne sont « rien », nous lançons l'appel suivant :

« [Nous ne sommes rien, soyons tout !](#) »

Soyez certains de votre force, ne pensez pas que le monde dans lequel nous vivons est une fatalité sur laquelle nous n'avons aucune prise !

« La croyance que rien ne change provient soit d'une mauvaise vue, soit d'une mauvaise foi. La première se corrige, la deuxième se combat. Quel argument ? demandez-vous : simplement le goût de l'existence à critiquer, la dure joie des vérités à déceler et la nécessité impérieuse du monde à repeindre. Si vous ne pouvez être des saints de la connaissance, soyez-en au moins les guerriers ». (Friedrich Nietzsche)



« Si le peuple se lève, le jeu est fini ! »

Vincent Gouysse, le 14/01/2022 pour <http://www.marxisme.fr/>